

DES SERVICES DE GARDE ET DE SOUTIEN À VALORISER

POLITIQUES ET PRATIQUES POUR
LA PROMOTION D'UNE ÉCONOMIE
DES SERVICES DE GARDE ET
DE SOUTIEN ÉQUITABLE ET DE
GRANDE QUALITÉ





DES SERVICES DE GARDE ET DE SOUTIEN À VALORISER :

POLITIQUES ET PRATIQUES POUR LA
PROMOTION D'UNE ÉCONOMIE DES
SERVICES DE GARDE ET DE SOUTIEN
ÉQUITABLE ET DE GRANDE QUALITÉ

Institute for Gender and the Economy,
Rotman School of Management

Université de Toronto

novembre 2025

AUTEURES DU RAPPORT

Moyosore Sogaolu et Carmina Ravanera

RESPONSABLES EXÉCUTIVES

Elizabeth Dhuey, Sonia Kang, Sarah Kaplan, Michal Perlman, et Linda White

ILLUSTRATIONS

Brittany Datchko de Fuselight Creative (thefuselight.com)

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE

Eugene Grichko

WWW.GENDERECONOMY.ORG/VALUING-CARE



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

Table des matières

1	L'importance des services de garde et de soutien pour l'économie et la société
2	Comprendre l'économie des services de garde et de soutien : Qui prodigue les services et pourquoi c'est important
4	Le pouvoir des investissements publics : Comment le financement façonne les systèmes de garde et de soutien
9	Renforcer la main-d'œuvre en services de garde et de soutien : Lutter contre la précarité et améliorer les conditions
12	Assurer l'équité dans l'accès aux services de garde et de soutien : Rejoindre les groupes marginalisés
13	Tendances et défis futurs qui façonnent les services de garde et de soutien
15	Politiques et pratiques : Bâtir des systèmes de garde et de soutien équitables et de grande qualité
16	Priorités de recherche pour l'avenir des services de garde et de soutien
18	Annexe 1 : Ordre du jour de la table ronde sur l'économie des services de garde et de soutien
19	Annexe 2 : Enregistrements graphiques de la table ronde sur l'économie des services de garde et de soutien
21	Notes de fin

1.

L'importance des services de garde et de soutien pour l'économie et la société



Les services de garde et de soutien constituent l'infrastructure invisible qui soutient nos sociétés et nos économies. Nous avons tous et toutes eu besoin de tels services dans le passé, et nous devons aussi compter sur des services de soutien à mesure que nous vieillissons. Beaucoup prodiguent également des services de garde et de soutien, que ce soit à des enfants, des aînés ou d'autres personnes dans le besoin, souvent à un coût personnel et économique élevé. Pourtant, ces services de garde et de soutien demeurent sous-évalués, sous-financés et négligés dans les politiques publiques, même s'ils soutiennent nos collectivités et stimulent la productivité économique. Dans une période marquée par le changement démographique, les inégalités à l'échelle mondiale et des demandes croissantes, investir dans les services de garde et de soutien est non seulement un impératif moral, mais aussi une nécessité économique.

Définition du travail lié aux services de garde et de soutien

L'expression « travail lié aux services de garde et de soutien » désigne les activités et les relations qui permettent aux citoyens de répondre à leurs besoins physiques, mentaux, sociaux, psychologiques et développementaux.¹ Ce travail maintient la qualité de vie, développe les capacités et favorise l'autonomie, la dignité et la faculté d'agir.² Les services de garde et de soutien peuvent être directs ou indirects. Les services directs répondent à des besoins que les bénéficiaires ne peuvent pas combler par eux-mêmes, comme la nutrition des nourrissons ou l'administration de médicaments à des personnes à charge en situation de handicap. Les services indirects comprennent d'autres activités essentielles qui soutiennent la vie quotidienne, comme la lessive, le nettoyage et la préparation des repas.³ Ces activités peuvent être rémunérées ou non, et ces deux types de soins apportent une très importante contribution à l'économie mondiale et au bien-être sociétal.⁴ Bien que certaines définitions des services de garde et de soutien puissent englober les soins de santé et les soins médicaux, le présent rapport met l'accent sur la protection et l'éducation de la petite enfance (PEPE) et les services aux aînés, notamment les soins de longue durée et les services à domicile.

Comment les services de garde et de soutien alimentent la croissance et la participation économiques

Les services de garde et de soutien ne sont pas situés à la périphérie de la vie économique; ils sous-tendent tous les autres secteurs. Le travail lié aux services de garde et de soutien produit et soutient la main-d'œuvre et favorise la participation à la population active. L'accès aux services de garde et de soutien accroît l'offre de main-d'œuvre et les taux d'emploi, non seulement pour les aidants non rémunérés, mais aussi pour les bénéficiaires, qui reçoivent des services grâce auxquels leurs capacités et compétences se développent. Par exemple, les parents qui ont accès à des services d'éducation préscolaire abordables peuvent participer pleinement au marché du travail alors que leurs enfants apprennent et se développent dans le cadre de programmes de garde.

Par ailleurs, des recherches ont montré que les investissements dans l'économie des services de garde et de soutien peuvent contribuer à la hausse des taux d'emploi et soutenir la croissance économique, comparativement aux investissements dans d'autres secteurs, en raison des effets multiplicateurs qui créent des emplois dans l'ensemble des industries. Le UK Women's Budget Group a estimé que si 2 % du produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni était affecté aux services publics de garde et de soutien, cela créerait deux fois plus d'emplois qu'un investissement équivalent dans l'industrie de la construction.⁵ Si tous les citoyens avaient accès à des services de garde et de soutien durables et de grande qualité, non seulement les aidants et les bénéficiaires en tireraient profit, mais l'économie également.

Le présent rapport met l'accent sur quatre domaines interreliés de recherche sur les services de garde et de soutien : l'investissement public dans les services, la précarité de la main-d'œuvre dans ce secteur, l'équité dans l'accès aux services, ainsi que les tendances et les défis futurs. Chaque section propose des solutions pour rendre les services de garde et de soutien plus durables, plus résilients et plus équitables.

Le rapport est fondé sur les perspectives et les thèmes présentés lors de la table ronde du 29 avril 2025 du Toronto Institute for Gender and the Economy de l'Université de Toronto : « Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care. » Parmi les conférenciers figuraient des chercheurs multidisciplinaires qui ont partagé les conclusions de leurs recherches sur l'avenir de l'économie des services de garde et de soutien, notamment Samantha Burns (Université de Toronto), Maria Floro (American University), Ludovica Gambaro (Institut fédéral de recherche sur les populations, Allemagne), Pilar Gonalons-Pons (Université de Pennsylvanie), Eva Jewell (Université métropolitaine de Toronto), Laura Lam (Université de Toronto), Guida Man (Université York), Izumi Niki (Université de Toronto), LaShawnDa Pittman (Université de Washington), Susan Prentice (Université du Manitoba), Moyosore Sogaolu (Université de Toronto), Carieta Thomas (Université Carleton) et Brenda Yeoh (Université nationale de Singapour). On trouvera l'ordre du jour de la table ronde à l'annexe I. Des enregistrements graphiques de chaque séance sont disponibles à l'annexe II.

2. Comprendre l'économie des services de garde et de soutien : Qui prodigue les services et pourquoi c'est important

Services rémunérés et services non rémunérés : Les deux piliers de l'économie des services de garde et de soutien

L'économie des services de garde et de soutien repose sur deux piliers : les services non rémunérés, qui soutiennent les ménages et les collectivités en restant dans l'ombre, et les services rémunérés, qui sont de plus en plus essentiels à mesure que les familles et les populations évoluent. Le travail non rémunéré – la prestation informelle de services sans compensation financière – constitue le fondement de l'économie des services de garde et de soutien. Par le passé, ce type de travail était exécuté à l'intérieur de la résidence et était réalisé principalement par des membres de la famille. Cette forme de travail est étroitement associée aux normes liées au genre, les femmes étant principalement responsables des

tâches d'aidant.⁶ Ces responsabilités, allant de la garde d'enfants au soutien aux aînés, sont essentielles au bon fonctionnement et au bien-être des familles et de la société. Toutefois, elles ont été systématiquement sous-évaluées et exclues des statistiques sur le marché du travail et des indicateurs économiques.

Malgré une reconnaissance officielle limitée, la main-d'œuvre non rémunérée contribue substantiellement au bien-être des ménages et à la viabilité des économies nationales. Les services de garde et de soutien non rémunérés représentent environ 9 % du PIB à l'échelle mondiale, et plus de 15 % au Canada.⁷ L'exclusion des services non rémunérés de la mesure des indicateurs économiques masque leur rôle dans l'atteinte des résultats en matière d'emploi et renforce les inégalités sexospécifiques, particulièrement lorsque les options officielles de services et d'éducation sont insuffisantes ou inabordables. Les chercheurs ont montré que le travail non rémunéré est un chaînon manquant dans les analyses des différences entre les sexes en matière d'emploi et de revenu.⁸

Pour bien comprendre l'ampleur de l'économie des services de garde et de soutien, il faut aussi tenir compte des services rémunérés. Au-delà de la contribution vitale des services non rémunérés, les services rémunérés représentent un secteur en croissance essentiel pour répondre aux besoins des familles et des populations vieillissantes. L'émergence du secteur des services rémunérés reflète le passage d'une prestation fondée sur la famille à une prestation officielle fondée sur le marché. Cette transition est attribuable à des changements démographiques et socioéconomiques interconnectés. L'accroissement de l'espérance de vie et la diminution de la taille des familles ont intensifié le besoin de services de soins de longue durée pour les aînés. Selon l'Association médicale canadienne, la demande de places en soins de longue durée devrait augmenter d'environ 60 % d'ici 2031.⁹ Parallèlement, les efforts visant à favoriser l'équité entre les sexes sur le marché du travail ont contribué à accroître la demande de services de garde et de soutien accessibles. Il en résulte un déséquilibre croissant entre le nombre de personnes ayant besoin de soutien et la population en âge de travailler disponible pour prodiguer ce soutien, ce qui accroît la pression sur les aidants non rémunérés.

Les services rémunérés et les services non rémunérés sont étroitement liés; ils façonnent la participation des citoyens au marché du travail en général. Dans bien des cas, les services rémunérés remplacent les services non rémunérés en assumant les tâches d'aidant habituellement effectuées par des membres de la famille. Par exemple, lorsque les parents ont recours à des services de garde officiels, cela réduit le temps qu'ils passent à s'occuper eux-mêmes de leurs enfants, ce qui leur permet de



poursuivre d'autres activités. Les services rémunérés et les services non rémunérés peuvent également être complémentaires, chacun améliorant la qualité et la continuité des services. Par exemple, un membre de la famille peut prodiguer un soutien émotionnel et de la compagnie à un parent âgé tandis qu'un préposé rémunéré prodigue de l'aide au quotidien. Ces formes de services sont interdépendantes, les changements apportés à l'une influant sur l'autre. Il est essentiel de reconnaître cette interdépendance pour l'élaboration de politiques qui réduisent les inégalités, renforcent la participation de la main-d'œuvre et établissent des systèmes de garde et de soutien durables.

Qui prodigue les services de garde et de soutien : Tendances sexospécifiques et raciales

Le travail lié aux services de garde et de soutien, rémunéré et non rémunéré, est assumé de façon disproportionnée par les femmes.¹⁰ La féminisation du travail lié aux services de garde et de soutien est ancrée dans la division historique du travail qui attribuait aux hommes la production payée dans l'économie formelle, tout en reléguant le travail de reproduction sociale non rémunéré aux femmes dans la sphère domestique. Traditionnellement, les hommes étaient considérés comme les pourvoyeurs de la famille, dont le travail générait des revenus ou produisait des biens, tandis que les femmes effectuaient les tâches quotidiennes qui soutenaient la famille et la communauté. Au fil du temps, le travail non rémunéré des femmes est devenu de plus en plus confiné à la sphère domestique, renforçant la perception de la prestation des services de garde et de soutien comme un devoir naturel et moral plutôt qu'une activité économique productive.¹¹

Malgré le transfert des tâches de prestation de services de garde et de soutien vers le secteur rémunéré, elles sont demeurées fortement genrées, renforçant la perception de tels services comme une responsabilité des femmes et contribuant à sa sous-évaluation continue. Aujourd'hui, les femmes assument encore maintenant une part disproportionnée du travail lié aux services de garde et de soutien. À l'échelle mondiale, les femmes



consacrent environ 3,2 fois plus d'heures à prodiguer des services non rémunérés en comparaison des hommes.¹² Elles représentent également la majorité de la main-d'œuvre rémunérée dans le secteur des services de garde et de soutien, représentant environ les deux tiers des travailleurs dans ce secteur à l'échelle mondiale.

Ces tendances sexospécifiques s'entrecroisent également avec la race et le statut d'immigrant. Dans la plupart des pays où les revenus sont élevés, les travailleurs de l'économie des services de garde et de soutien sont de plus en plus diversifiés et racisés. Les immigrantes et les femmes racisées sont surreprésentées dans les professions liées aux services de garde et de soutien, en particulier dans les services de garde d'enfants et de soutien aux aînés. Selon Statistique Canada, environ 39 % des travailleurs en garderie sont racisés, et 33 % sont des immigrants – une proportion qui atteint 52 % chez les fournisseurs de services de garde en milieu familial.¹³ De même, les immigrants représentent environ le tiers de la main-d'œuvre dans les services de soutien aux aînés.¹⁴ Cette concentration de personnes immigrantes et racisées dans des rôles d'aidant renforce les hiérarchies sociales de longue date qui dévalorisent le travail lié aux services de garde et de soutien, le qualifiant souvent de « sale boulot » et le positionnant comme la responsabilité des groupes marginalisés. Dans de nombreux pays, comme le Canada, les immigrants et les travailleurs racisés sont surreprésentés dans les rôles d'aidant à faible statut, comme les préposés aux services de soutien à la personne et les aides-infirmiers.¹⁵

Il est essentiel de reconnaître comment le travail lié aux services de garde et de soutien a été par le passé à la fois genré et racisé pour être en mesure de concevoir des politiques qui non seulement améliorent les salaires et les conditions de travail, mais aussi s'attaquent aux inégalités structurelles qui continuent de dévaluer ce travail essentiel.

Chaînes mondiales de services de garde et de soutien et responsabilités transnationales

L'économie moderne des services de garde et de soutien a une portée mondiale, façonnée par le mouvement des personnes et des responsabilités au-delà des frontières.¹⁶ Les inégalités mondiales dans les marchés du travail, les services sociaux et la



démographie sont à l'origine de ce mouvement. Les travailleurs en services de garde et de soutien, souvent des femmes venant de pays à revenu faible ou moyen, migrent vers des pays plus riches à la recherche de possibilités d'emploi. Parallèlement, le vieillissement de la population et le manque de ressources dans les systèmes de garde et de soutien des pays à revenu élevé créent une forte demande pour des travailleurs migrants dans ce secteur. Ces tendances forment une chaîne mondiale de services de garde et de soutien qui relie les besoins des familles des pays plus riches au travail des travailleurs des pays plus pauvres.¹⁷

Le flux des services de garde et de soutien est aussi bidirectionnel. Les aidants migrants qui comblent les pénuries de main-d'œuvre dans les pays plus riches continuent d'assumer leurs responsabilités d'aidant dans leur pays d'origine. Bon nombre d'entre eux soutiennent leur propre famille, en particulier les parents vieillissants, au moyen de transferts d'argent, de communications virtuelles et de visites dans leur pays d'origine, formant ainsi des réseaux transnationaux de services aux aînés.¹⁸ Ils peuvent également compter sur leur famille élargie dans leur pays d'origine pour s'occuper de leurs propres enfants ou de leurs parents vieillissants.¹⁹ Cette interdépendance reflète des déséquilibres plus larges dans la répartition mondiale du travail lié aux services de garde et de soutien, où les besoins en services d'un pays sont comblés en transférant les responsabilités d'aidant aux familles et aux collectivités d'un autre pays.

Ces dynamiques soulignent à quel point les services de garde d'enfants et de soutien aux aînés sont profondément ancrés dans les systèmes mondiaux d'inégalité. Elles soulignent également la nécessité de mettre en place des politiques qui protègent les soignants migrants, s'attaquent aux disparités mondiales en matière de services de garde et de soutien et renforcent l'infrastructure transnationale des services.

Les soins tout au long de la vie : Les liens entre les services de garde d'enfants et les services de soutien aux aînés

Bien que les services de garde d'enfants et les services de soutien aux aînés soient utiles à des étapes différentes de la vie, ils reposent tous deux sur un même fondement : une main-d'œuvre majoritairement féminine aux prises avec des salaires peu élevés, la précarité des emplois et de lourdes responsabilités.²⁰ Les deux secteurs sont façonnés par les attentes sexospécifiques et dépendent fortement du travail rémunéré ou non rémunéré des femmes. Les travailleurs en services de garde et de soutien doivent composer fréquemment avec de faibles salaires, un accès limité aux avantages sociaux, des exigences émotionnelles élevées et la précarité des emplois, des conditions souvent exacerbées pour les femmes racisées et migrantes.²¹

Parallèlement, certains aspects du travail lié aux services de garde et de soutien diffèrent selon le secteur, particulièrement en ce qui concerne les services non rémunérés. Les responsabilités en matière de services de garde d'enfants sont généralement plus prévisibles et ont tendance à diminuer en intensité à mesure que les enfants grandissent. En revanche, les services aux aînés sont souvent caractérisés par des demandes irrégulières et urgentes liées à une détérioration de la santé, ce qui exige une plus grande

souplesse et une plus grande réactivité de la part des aidants, tant rémunérés que non rémunérés.²² Il existe également des différences dans l'évolution du fardeau financier attribuable aux services de garde et de soutien au fil du temps. Alors que les frais liés à la garde d'enfants diminuent habituellement une fois que les enfants entrent à l'école primaire, les frais liés aux services aux aînés ont tendance à augmenter, surtout en raison du besoin croissant de soutien médical ou de soutien en établissement à mesure que les bénéficiaires vieillissent.

Malgré ces différences, les deux systèmes sont de plus en plus interconnectés dans la pratique. Dans de nombreux ménages, les responsabilités en matière de services de garde et de soutien sont réparties entre plusieurs générations, certaines personnes, le plus souvent des femmes d'âge mûr, offrant un soutien à la fois à des enfants et à des parents vieillissants. Ce double rôle, communément appelé « prestation de services en sandwich », illustre les pressions cumulatives auxquelles font face de nombreux aidants non rémunérés et souligne la nécessité de réponses stratégiques intégrées.²³

3. Le pouvoir des investissements publics : Comment le financement façonne les systèmes de garde et de soutien

Pourquoi les investissements publics sont essentiels pour les systèmes de garde et de soutien

Les investissements publics dans l'économie des services de garde et de soutien comprennent les dépenses gouvernementales, les initiatives stratégiques et le développement d'infrastructures visant à améliorer l'accessibilité, l'abordabilité et la qualité des services.²⁴ L'investissement public dans l'économie des services de garde et de soutien est essentiel pour compenser les défaillances du marché qui donnent lieu à des inefficacités.²⁵ La théorie économique suggère que les marchés efficaces répartissent les ressources de manière à ce que les prix reflètent l'ensemble des coûts et des avantages d'un service, et que les acheteurs et les



vendeurs disposent de l'information nécessaire pour prendre des décisions éclairées. Toutefois, les marchés de la garde d'enfants et des services aux aînés ne satisfont pas à ces conditions.

Premièrement, les avantages des services de garde et de soutien s'étendent bien au-delà des bénéficiaires et touchent les aidants, les familles et l'économie en général. Mais comme ces avantages ne sont pas entièrement pris en compte dans le prix que les citoyens paient pour les services, les fournisseurs privés sont peu incités à offrir des services de grande qualité. Plus précisément, l'offre de services de la plus haute qualité hausserait les coûts, ce que de nombreuses familles ne peuvent se permettre. Par conséquent, les fournisseurs maintiennent souvent les prix bas, ce qui entraîne des compromis dans la qualité des services. Deuxièmement, les services de garde et de soutien souffrent d'asymétrie de l'information. D'une part, souvent les familles ne peuvent pas évaluer pleinement la qualité des services avant l'achat.²⁶ D'autre part, étant donné que la fourniture et la maintenance de services de qualité coûtent plus cher, les fournisseurs de services ont peu d'incitatifs à investir dans la qualité s'ils ne peuvent pas facturer un prix qui en tient compte.²⁷ Par conséquent, les fournisseurs de moindre qualité peuvent dominer, tandis que les fournisseurs de grande qualité peinent à rivaliser, ce qui entraîne une rupture du marché.²⁸ Ces défaillances du marché mettent en évidence la nécessité d'une intervention du secteur public. Les investissements gouvernementaux aident à corriger ces inefficacités en assurant une offre de services abordables et de grande qualité.

Les investissements dans l'économie des services de garde et de soutien génèrent des rendements importants sur le marché du travail. En ce qui concerne l'offre, l'accès à des services de garde et de soutien abordables permet à un plus grand nombre

d'aidants non rémunérés, en particulier les femmes, d'intégrer ou de demeurer sur le marché du travail. En ce qui concerne la demande, l'expansion des infrastructures et des services de garde et de soutien crée directement des emplois, particulièrement dans un secteur dominé par les femmes. Cette double incidence se traduit par l'augmentation des revenus des ménages, la hausse des revenus fiscaux et des gains potentiels à long terme grâce à de meilleures possibilités de développement pour les enfants et à un vieillissement en meilleure santé pour les aînés.

Les investissements publics dans le secteur des services de garde et de soutien jouent également un rôle essentiel pour combler le déficit en matière de services, c'est-à-dire l'écart créé par l'accroissement de la participation des femmes au marché du travail sans augmentation correspondante de la contribution des hommes au travail non rémunéré.²⁹ À mesure que les ménages à deux revenus deviennent plus courants, le besoin en garde d'enfants et en services aux aînés augmente, ce qui exerce une pression accrue sur les familles pour qu'elles concilient travail et responsabilités d'aidant. En comblant cette lacune, les investissements publics non seulement réduisent le fardeau des ménages, mais renforcent également l'équité entre les sexes dans le travail rémunéré et non rémunéré, contribuant ainsi à une économie plus équilibrée et productive. Les politiques en matière de services de garde et de soutien jouent un rôle central dans l'orientation des investissements publics et dans la détermination de la meilleure manière d'affecter les ressources et de la meilleure cible d'affectation de celles-ci. Ces politiques prennent diverses formes, allant du financement public direct à l'aide financière par subventions ou crédits d'impôt, en passant par les mesures de soutien au travail et à la famille, comme les congés parentaux et les conditions de travail souples. Elles peuvent également comprendre des normes réglementaires et des investissements ciblés dans la main-d'œuvre pour renforcer la qualité et la viabilité des services.³⁰ Dans le secteur des services aux aînés, les investissements publics prennent souvent la forme de subventions et d'assurance soins de longue durée, dans le but d'élargir l'accès aux soins à domicile ou en établissement.³¹

La conception de ces politiques, qu'elles soient généralistes ou ciblées, a d'importantes répercussions sur le comportement et le bien-être des ménages.³² Par exemple, le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants du Québec – qui offre des services à faible coût à toutes les familles, peu importe leur revenu – a été associé à des résultats modestes, voire négatifs, sur le plan du développement des enfants.³³ En revanche, le Perry Preschool Program aux États-Unis – une initiative ciblée offrant une éducation préscolaire intensive et de grande qualité aux enfants issus de milieux défavorisés – a fait en sorte que les participants ont connu des gains importants en matière de réussite scolaire.³⁴

Ensemble, ces exemples montrent que l'incidence de l'investissement public dépend non seulement du montant du financement, mais aussi de l'approche choisie pour concevoir et mettre en œuvre les politiques. Pour investir efficacement, il faut trouver un équilibre entre l'abordabilité et l'accès tout en portant une attention particulière à la qualité, et veiller à ce que les systèmes de garde et de soutien favorisent l'équité et des résultats positifs à long terme pour les familles et la société.

Investir dans les services de garde et de soutien et les aidants

L'incidence des investissements publics sur les aidants non rémunérés est importante. Les responsabilités d'aidant non rémunéré façonnent les résultats sur le marché du travail, particulièrement pour les femmes, qui demeurent les principaux pourvoyeurs de services non rémunérés malgré leur participation accrue au marché du travail. Les mères en particulier sont plus susceptibles de réduire leurs heures de travail, de faire la transition vers des emplois moins rémunérés ou moins flexibles ou de quitter complètement le marché du travail afin de pouvoir respecter leurs obligations en matière de garde et de soutien.³⁵ Ces contraintes ont des conséquences à long terme sur les gains, les trajectoires de carrière et la sécurité du revenu de retraite.

Comment les investissements dans les services de garde d'enfants transforment les résultats des aidants

L'accouchement et les besoins subséquents en matière de services de garde entraînent des pénalités durables sur le marché du travail pour les mères. Les données probantes montrent que les revenus des femmes diminuent considérablement par rapport à ceux des hommes après l'accouchement, l'écart persistant pendant des décennies.³⁶ Au Canada, cette baisse est d'environ 34 %.³⁷ Les frais élevés de garde d'enfants exacerbent encore davantage la pénalité, ce qui rend l'emploi continu financièrement impossible pour les aidants de nombreuses familles, en particulier celles dans les tranches de revenu inférieures.³⁸ Dans ces ménages, le revenu supplémentaire provenant de l'emploi peut être annulé par le coût des services de garde. Ce fardeau financier décourage la participation des aidants au marché du travail et renforce leur vulnérabilité économique.

Les investissements publics dans la protection et l'éducation de la petite enfance (PEPE) se sont révélés être des instruments de politique efficaces pour atténuer ces pénalités. Les données probantes provenant de multiples contextes nationaux mettent en évidence l'incidence positive des investissements dans les services de garde d'enfants sur les résultats des femmes dans le marché du travail. L'élargissement de l'accès à des services de garde abordables et subventionnés a invariablement contribué à accroître le taux d'emploi et l'autonomie économique des mères, en particulier celles qui ont de jeunes enfants.³⁹ Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les dépenses publiques moyennes en PEPE ont approché 1 % du PIB en 2021, ce qui témoigne d'une reconnaissance accrue de son importance pour soutenir les familles de travailleurs.⁴⁰ Un exemple notable : la mise en œuvre par le Canada de l'Initiative pancanadienne d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, qui vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour d'ici 2026.⁴¹ Cet investissement représente un virage stratégique important vers l'amélioration de l'abordabilité et l'élargissement de l'accès à des services de garde de qualité. Ces politiques façonnent également des trajectoires de carrière plus vastes en influant sur les secteurs, les rôles et les entreprises avec lesquels les femmes peuvent interagir, ce qui aura une incidence sur leur avancement professionnel à long terme.⁴²

Bien que les investissements dans les services de garde améliorent largement les résultats des femmes sur le marché du travail, ils sont

particulièrement essentiels pour les mères immigrantes, qui font souvent face à des obstacles aux services officiels et n'ont pas de réseaux de soutien informels. Il a également été démontré que les investissements dans les services de garde d'enfants facilitent l'intégration économique des populations immigrantes.⁴³ Les recherches suggèrent que les familles immigrantes sont souvent confrontées à un accès plus difficile aux services de garde officiels et à une disponibilité limitée du soutien informel, ce qui entraîne une participation plus faible des mères immigrantes.⁴⁴ Pour ces mères, l'accès à des services de garde abordables et de grande qualité est essentiel non seulement pour favoriser non seulement la participation au marché du travail, mais aussi une plus grande inclusion sociale. En réduisant le fardeau des services de garde non rémunérés, les services de garde abordables libèrent du temps pour l'emploi et la participation à des activités d'intégration comme l'apprentissage de langues et l'engagement communautaire. Ainsi, les services de garde jouent un double rôle en soutenant à la fois l'autosuffisance économique et l'intégration sociale. Ces avantages génèrent des retombées directes et indirectes, contribuant au développement des compétences et des capacités et améliorant la résilience sociale et économique à l'échelle des ménages et des collectivités.

L'investissement dans les services de garde et de soutien réduit les pénalités liées à la prestation de services et améliore à la fois la participation au marché du travail et le bien-être. Les compromis ne devraient pas décourager les investissements, mais plutôt être perçus comme des défis de conception – des défis qui peuvent être relevés au moyen de systèmes de garde et de soutien de grande qualité, inclusifs et souples.

Investir dans les services aux aînés : Répercussions sur les aidants et les familles

Les responsabilités en matière de services aux aînés imposent des contraintes majeures à la capacité des aidants de travailler, ce qui influe sur leur capacité de demeurer sur le marché du travail et sur leur rémunération.⁴⁵ Dans la plupart des contextes, les bénéficiaires des services aux aînés comptent encore maintenant sur des soins familiaux non rémunérés et des réseaux informels.⁴⁶ Des données



probantes provenant des États-Unis et de l'Europe suggèrent que les obligations d'aidant entraînent une réduction du travail rémunéré et des salaires et, dans certains cas, une sortie complète du marché du travail.⁴⁷

Les investissements publics dans les services de soins de longue durée, comme le soutien à domicile et les soins en établissement, peuvent alléger le fardeau des familles lié aux services non rémunérés et aider les aidants à trouver un emploi. Au Japon, l'instauration du programme d'assurance soins de longue durée a permis de réduire l'incidence négative de la prestation de services de soutien sur la participation des femmes au marché du travail.⁴⁸ Toutefois, les gains ne sont pas tous répartis également. Pour certains hommes, les réformes de la prestation de services ont été associées à une réduction des heures de travail, en particulier parmi ceux qui travaillaient auparavant de longues heures. À mesure que la demande de services augmente, certains hommes choisissent de réduire leurs heures de travail pour répondre à ces besoins.⁴⁹ Ces résultats mitigés soulignent l'importance de concevoir des politiques qui soutiennent les aidants de tous les genres.

Des investissements bien conçus dans les services aux aînés pourraient réduire les écarts entre les sexes et les inégalités sociales sur le marché du travail. Lorsque les services sont abordables et accessibles, les membres de la famille, en particulier les femmes, peuvent entrer ou demeurer sur le marché du travail, augmenter leurs heures de travail et toucher des revenus plus élevés. Cette situation crée un cycle vertueux, dans lequel une plus grande participation des femmes au marché du travail accroît à la fois la demande d'infrastructure de services de soutien et l'efficacité de celle-ci. En retour, elle peut générer des avantages macroéconomiques à une échelle plus large, notamment la réduction de la pauvreté et l'augmentation des recettes publiques.

Investissements publics et bien-être des aidants

Les investissements publics dans les services de garde et de soutien non seulement modifient les résultats sur le marché du travail, mais influent aussi profondément sur le bien-être des aidants. Les services aux aînés, en particulier, imposent des exigences émotionnelles, physiques et cognitives importantes aux membres de la famille, les obligeant souvent à subvenir aux besoins de leurs proches aux prises avec des problèmes de santé complexes tout en naviguant dans des systèmes médicaux, juridiques, financiers et de logement fragmentés.⁵⁰ L'élargissement de l'accès aux services officiels de soins de longue durée aide à alléger ce fardeau, à réduire le stress des aidants et à améliorer leur bien-être général. En retour, le soutien peut améliorer la capacité des aidants à demeurer actifs sur le marché du travail et à entretenir des relations plus saines avec les personnes dont ils prennent soin.

Les services de garde d'enfants subventionnés jouent un rôle similaire en réduisant le stress parental et en améliorant la santé mentale, particulièrement pour les mères qui doivent concilier emploi et responsabilités parentales.⁵¹ En atténuant les pressions financières et en assurant un soutien fiable, ces politiques donnent aux familles plus de souplesse et de stabilité. Pourtant, les effets de telles interventions ne sont pas uniformément positifs. Dans

certain cas, les compromis entre l'augmentation de la participation au marché du travail et la réduction du temps passé avec les enfants ont été liés à une diminution du bien-être subjectif de certains parents.⁵² Ces résultats soulignent l'importance d'une conception rigoureuse des politiques. Lorsqu'ils sont de grande qualité, souples et adaptés aux besoins des familles, les systèmes de garde et de soutien peuvent minimiser ces compromis et faire en sorte que les investissements publics améliorent à la fois la sécurité économique et le bien-être.

Avantages de l'investissement public pour les bénéficiaires

Les investissements publics dans les services de garde et de soutien génèrent des avantages substantiels et à long terme pour les bénéficiaires tout au long de leur vie. Ces avantages sont plus prononcés lorsque les services sont de grande qualité et accessibles à tous. Au cours de la petite enfance tout autant que de l'âge d'or, des systèmes de garde et de soutien bien conçus favorisent le développement humain, la santé et l'inclusion sociale, ce qui améliore en fin de compte les possibilités d'existence des personnes et leur bien-être général tout en contribuant à une société plus forte et plus résiliente.⁵³

Des services de garde et une éducation de grande qualité peuvent changer la vie des enfants, surtout pendant la petite enfance. Les cinq premières années de la vie sont essentielles au développement du cerveau et ont des répercussions durables sur le niveau de scolarité, l'emploi, la santé et les résultats socioémotionnels.⁵⁴ Une éducation et des services de grande qualité pour la petite enfance sont essentiels pour promouvoir le développement cognitif, langagier et social des enfants. Les investissements dans la PEPE ont été liés à une meilleure préparation scolaire, à de meilleurs résultats scolaires et à de meilleures trajectoires scolaires et économiques à long terme. Ces gains de développement, observés dans de nombreux pays, sont particulièrement importants pour les enfants issus de milieux à faible revenu, immigrants et racisés. Pour ces enfants, les programmes d'apprentissage pour jeunes enfants peuvent constituer un puissant égalisateur : ils favorisent l'apprentissage précoce de la langue, les aident à s'intégrer socialement et brisent les cycles de pauvreté intergénérationnelle.⁵⁵

Dans plusieurs pays, les initiatives de garde d'enfants ont obtenu des effets positifs tant sur le plan du rendement scolaire que du développement de compétences non cognitives comme la régulation émotionnelle et la coopération.⁵⁶ Ces résultats contribuent non seulement à la réussite individuelle, mais aussi à des avantages sociétaux plus vastes, notamment le renforcement de l'équité et l'amélioration de la productivité à long terme. À l'inverse, des programmes mal conçus ou insuffisamment soutenus peuvent produire des effets minimes, voire néfastes. Par exemple, les chercheurs soulignent que le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants du Québec, bien qu'il ait réussi à accroître le taux d'emploi des mères, pourrait avoir eu des effets mitigés sur le développement des enfants en raison de son expansion rapide et d'une attention insuffisante portée à la qualité du programme.⁵⁷ Ces constatations soulignent l'importance d'assurer la qualité des programmes lors de la mise à l'échelle des investissements dans les services de garde d'enfants.

Les investissements dans les services aux aînés sont également essentiels pour promouvoir le bien-être et l'autonomie des aînés. Des services aux aînés structurés, réglementés et financés adéquatement peuvent améliorer la qualité de vie, la santé physique et l'inclusion sociale des personnes âgées.⁵⁸ Les investissements dans les services aux aînés sont particulièrement efficaces lorsque les services sont fiables, abordables et intégrés aux systèmes plus vastes de santé et de protection sociale. Par exemple, des études menées en Angleterre et en Chine montrent que les politiques sur les soins de longue durée ont le potentiel de réduire la mortalité et d'améliorer le bien-être émotionnel et physique des personnes âgées.⁵⁹

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière d'importantes lacunes dans l'infrastructure des services aux aînés à l'échelle mondiale. Les foyers de soins surpeuplés et sous-réglementés, la couverture limitée des soins à domicile et les pénuries de main-d'œuvre ont entraîné une morbidité et une mortalité disproportionnées chez les personnes âgées, particulièrement en milieu institutionnel.⁶⁰ Ces défaillances ont mis en évidence le besoin d'investissements publics soutenus, de surveillance réglementaire et de préparation aux situations d'urgence dans le secteur des soins de longue durée.

Concevoir des politiques sur les services de garde et de soutien efficaces et équitables

L'incidence des investissements publics dans le secteur des services de garde et de soutien va au-delà du montant du financement alloué. Les cadres de conception, de prestation et de réglementation qui façonnent la mise en œuvre et la concrétisation des politiques sur les services de garde et de soutien sont tout aussi importants. La recherche met en évidence plusieurs facteurs clés qui influent sur l'atteinte des résultats escomptés des investissements en services de garde et de soutien.

La qualité des services de garde et de soutien fournis est un facteur clé pour déterminer si les investissements atteignent les résultats escomptés. Les cadres réglementaires, comme les normes en matière de délivrance de permis et en matière de main-d'œuvre, établissent les normes minimales qui protègent la sécurité et assurent la qualité. Pour ce qui est à la fois des services de garde d'enfants et des services de soutien aux aînés, les exigences en matière de permis relatives aux niveaux de dotation, à l'état des installations et aux inspections établissent les conditions de base pour les milieux de soins. Les données recueillies par les établissements de soins de longue durée indiquent qu'une réglementation plus rigoureuse et une application uniforme de la loi sont liées à une meilleure sécurité des résidents, à une réduction des hospitalisations et à des taux de négligence plus faibles.⁶¹

Pourtant, la qualité est souvent mise à rude épreuve lorsque les systèmes accordent la priorité à une expansion rapide. L'expansion rapide des services de garde et de soutien, par exemple par des objectifs ambitieux d'inscription ou des hausses de financement, peut se faire au détriment de la qualité si elle n'est pas accompagnée d'investissements stratégiques dans la formation de la main-d'œuvre, l'infrastructure et la réglementation. Dans le contexte canadien, des recherches soulignent que les récents efforts visant à élargir l'accès aux services de garde ont dépassé les résultats associés aux réformes de la formation des éducateurs, des ratios enfants-

personnel et de la normalisation des programmes.⁶² En l'absence de mesures visant à maintenir et à améliorer la qualité, les avantages escomptés d'un accès accru, comme de meilleurs résultats sur le plan du développement des enfants ou un meilleur bien-être des bénéficiaires, pourraient ne pas être réalisés.

Le défi est d'autant plus grand lorsqu'on met à l'échelle des programmes pilotes prometteurs. Les programmes pilotes à forte incidence, comme le Perry Preschool Project aux États-Unis, ont montré des effets positifs impressionnants à long terme sur le niveau de scolarité, la rémunération et la réduction des comportements criminels chez les participants.⁶³ Ces constatations ont joué un rôle déterminant en faveur de l'investissement public dans les services de garde et l'éducation de la petite enfance. Néanmoins, de tels programmes pilotes exigent souvent beaucoup de ressources. Lorsque les gouvernements tentent de mettre à l'échelle ces modèles pour les appliquer à des populations plus larges, le défi consiste à maintenir la qualité tout en assurant la rentabilité. Les efforts visant à élargir les programmes généralistes de garde d'enfants tout en maintenant des normes élevées de qualité ont donné lieu à des résultats inégaux entre les groupes socioéconomiques.⁶⁴

Même lorsque des normes de qualité sont en place, l'accès demeure inégal. Les contraintes liées à l'offre constituent un autre obstacle récurrent au succès des systèmes publics de garde et de soutien. Lorsque des programmes de services sont mis en place sans renforcement correspondant de la capacité, des lacunes en matière d'accès émergent. Cette dynamique est évidente dans le système canadien de garde d'enfants, dans lequel la demande de services excède régulièrement l'offre. De nombreuses familles font face à de longues listes d'attente ou ne sont pas en mesure d'obtenir des places dans des établissements agréés, particulièrement dans les centres urbains ou les régions dont l'infrastructure est limitée.

Au-delà de l'offre physique, les fardeaux administratifs limitent davantage l'accès. Les règles d'admissibilité complexes, la paperasserie abondante et les processus de demande opaques dissuadent les familles de profiter pleinement des investissements dans les services de garde et de soutien.⁶⁵ La recherche sur le fardeau administratif met en évidence comment ces frictions dissuadent de façon disproportionnée les ménages à faible revenu, les familles racisées et les personnes dont le niveau d'alphabétisation ou la capacité d'accès à des ressources numériques est limité de tirer le meilleur parti des programmes publics.⁶⁶

L'enjeu de l'équité en matière d'accès, abordé plus en détail à la section 5, est étroitement lié à cette question. Bien que les programmes généralistes soient conçus pour fournir un soutien généralisé, en pratique, le taux d'adoption peut demeurer inégal entre les groupes socioéconomiques. Les familles ayant un revenu plus élevé ou un niveau de scolarité plus élevé sont souvent en meilleure position pour s'y retrouver dans des processus de demande complexes, pour satisfaire aux exigences en matière de documentation ou d'admissibilité et pour trouver des fournisseurs de meilleure qualité.⁶⁷ Par conséquent, ces familles pourraient bénéficier davantage du programme. La participation inégale aux services de garde et de soutien peut renforcer les inégalités existantes, particulièrement lorsque l'accès aux services est limité ou variable d'une région à l'autre.⁶⁸

Les régions mal desservies et les régions rurales peuvent devenir des « déserts » en matière de services, dans lesquels l'infrastructure et le personnel sont sous-développés par rapport aux besoins de la population, ce qui laisse les populations vulnérables sans soutien adéquat. Les données probantes suggèrent que les enfants issus de familles à faible revenu peuvent bénéficier de programmes généralistes, puisque même des services de moindre qualité peuvent représenter une amélioration comparativement à des options de garde et de soutien limitées ou inexistantes. En revanche, les enfants des ménages à revenu moyen et élevé peuvent être désavantagés lorsque l'accès à des services privés de meilleure qualité est remplacé par des services généralistes de qualité inférieure ou variable.⁶⁹ Ce paradoxe souligne l'importance de veiller à ce que les programmes généralistes soient non seulement accessibles à tous, mais aussi de qualité constante dans tous les milieux.

Enfin, il y a souvent un décalage entre la prestation de services et la réalité des horaires de travail atypiques, ce qui limite l'efficacité des programmes de garde et de soutien pour de nombreuses familles de travailleurs. La plupart des systèmes publics de garde et de soutien fonctionnent encore maintenant pendant les heures normales de la semaine seulement, négligeant les besoins des citoyens qui travaillent le soir, la nuit ou la fin de semaine – un groupe qui comprend de façon disproportionnée des travailleurs à faible revenu, racisés et immigrants. Des recherches récentes soulignent que le manque d'options de services en dehors des heures normales limite la participation au marché du travail de ces groupes et perpétue les lacunes en matière de services que les systèmes officiels sont censés combler.⁷⁰ Il est essentiel de remédier à ce décalage pour s'assurer que les investissements dans les services de garde et de soutien appuient non seulement les résultats en matière de garde d'enfants et de services aux aînés, mais aussi les objectifs généraux d'inclusion économique et d'équité entre les sexes.



4. Renforcer la main-d'œuvre en services de garde et de soutien : Lutter contre la précarité et améliorer les conditions

La demande croissante de services a accéléré la transition vers des systèmes officiels de garde et de soutien et a mis en lumière le besoin urgent d'une main-d'œuvre stable, bien formée et bien soutenue. Pourtant, bien qu'ils soient essentiels à la fois à l'économie et à la société, les travailleurs en services de garde et de soutien demeurent constamment marginalisés dans le discours sur les politiques et le travail. Le marché du travail des services de garde et de soutien est souvent structuré de manière désavantageuse systématiquement les travailleurs du secteur.

Amélioration de la qualité des emplois et des conditions de travail

Le travail lié aux services de garde et de soutien est essentiel à la société, et pourtant les emplois eux-mêmes sont parmi les plus précaires de l'économie. Les bas salaires, les contrats précaires et le taux de roulement élevé sont des caractéristiques déterminantes du secteur.⁷¹ Les bas salaires reflètent la dévaluation historique et sexospécifique du travail lié aux services de garde et de soutien. Les emplois dans les services de garde d'enfants et les services aux aînés sont souvent considérés comme une continuation du rôle des femmes dans la prestation de soins à domicile. Cette perception contribue au faible statut et à la sous-évaluation de ces professions, malgré leur importance vitale pour la société.

Les salaires demeurent faibles en partie parce que ni les familles ni les systèmes publics ne peuvent facilement absorber des coûts plus élevés, même si les rôles d'aidant comportent des tâches non routinières qui sont habituellement associées à une rémunération plus élevée dans d'autres secteurs.⁷² Augmenter les salaires pour améliorer la qualité de l'emploi risque de rendre les services moins abordables, créant une tension dans laquelle les conditions mêmes qui maintiennent

l'accessibilité des services aggravent également l'insécurité financière des travailleurs.

Au-delà des salaires, de nombreux travailleurs dans le secteur des services de garde et de soutien sont employés dans le cadre d'arrangements à temps partiel, temporaires ou atypiques, qui ne prévoient souvent pas d'avantages non salariaux comme les congés de maladie payés, les pensions privées et l'assurance maladie, en particulier dans les milieux d'emploi privatisés ou informels.⁷³ Par conséquent, plusieurs sont contraints de jongler avec plusieurs emplois pour joindre les deux bouts.⁷⁴ Le manque de sécurité et de stabilité dans leur emploi mine à la fois le bien-être et le maintien en poste des travailleurs en services de garde et de soutien. La main-d'œuvre dans le secteur est également aux prises avec un taux de roulement élevé, l'épuisement professionnel et une mobilité professionnelle limitée. Les données recueillies aux États-Unis, par exemple, révèlent un taux de roulement de 39 % chez les éducateurs de la petite enfance au Texas, un taux plus élevé que dans tout autre secteur.⁷⁵ De même, des données de la Colombie-Britannique montrent qu'environ 50 % des éducateurs de la petite enfance quittent le domaine après moins de cinq ans.⁷⁶ Les travailleurs en services de garde et de soutien quittent fréquemment le secteur en raison de tensions émotionnelles et de conditions de travail insoutenables.⁷⁷

La recherche met également en évidence la prévalence des services non rémunérés dans les rôles d'aidant rémunérés. Les travailleurs assument fréquemment des tâches émotionnelles et relationnelles supplémentaires sans rémunération.⁷⁸ Les institutions exploitent souvent la motivation intrinsèque et le sens du devoir des travailleurs pour justifier une mauvaise rémunération et des conditions de travail difficiles, ce que certains chercheurs qualifient de « pénalité pour passion ».⁷⁹ Dans ce contexte, la passion pour les services de garde et de soutien devient un outil d'exploitation, ce qui entraîne des heures supplémentaires non rémunérées, des démarcations floues et l'épuisement émotionnel. L'absence de cheminements de carrière clairs compromet davantage le maintien en poste à long terme, ce qui limite le potentiel de stabilité et de professionnalisme de la main-d'œuvre. Cette instabilité contribue à l'épuisement professionnel, d'autant plus que le travail lié aux services de garde et de soutien est intensif sur le plan émotionnel. On s'attend souvent à ce que les travailleurs en services de garde et de soutien fournissent des soins sous des contraintes de temps et sans soutien adéquat. À mesure que les collègues quittent le marché du travail, les employés restants assument de plus grandes responsabilités, ce qui exacerbe le stress et renforce un cycle d'attrition. Ce roulement continu contribue à l'instabilité de la prestation des services et renforce la perception du travail lié aux services de garde et de soutien en tant que cheminement de carrière temporaire ou indésirable.

Les investissements publics ont le potentiel d'améliorer la qualité de l'emploi, mais les résultats dépendent de la conception des politiques. Par exemple, aux États-Unis, le programme Medicaid a élargi l'accès aux services de soins de longue durée et renforcé la main-d'œuvre en services de garde et de soutien, mais n'a pas haussé les salaires ni amélioré les conditions de travail.⁸⁰ Le financement aide souvent les fournisseurs à couvrir les coûts opérationnels sans améliorer de façon significative les salaires ou les conditions de travail. Ces conditions de travail nuisent non

seulement aux travailleurs, mais compromettent également la cohérence et la qualité des services prodigués, ce qui met en évidence le lien direct entre la qualité de l'emploi et les résultats en matière de services.⁸¹

La structure de propriété joue également un rôle dans la qualité des emplois, bien que ses effets puissent varier considérablement en fonction du niveau de concurrence sur le marché. Dans les marchés où la concurrence entre fournisseurs de soins est limitée, il peut y avoir moins de pression pour réduire les coûts, ce qui permet à certains fournisseurs à but lucratif d'offrir de meilleurs salaires et conditions que leurs homologues sans but lucratif, qui sont souvent exploités sous des contraintes budgétaires plus strictes. Toutefois, dans les marchés très concurrentiels, les organismes sans but lucratif ont tendance à surpasser les organismes à but lucratif en investissant davantage dans le perfectionnement de la main-d'œuvre et la qualité des services offerts.⁸² Au Canada, des données récentes montrent que les services de PEPE sans but lucratif offrent une rémunération et des avantages nettement supérieurs à ceux des fournisseurs à but lucratif et offrent un service de meilleure qualité.⁸³



Toutefois, la propriété n'est qu'une partie de l'équation. La combinaison de sources de financement (souvent une combinaison de sources publiques et privées) peut parfois rendre difficile la garantie de conditions de travail décentes pour les travailleurs en services de garde et de soutien.⁸⁴ Les fournisseurs de soins peuvent adopter des mesures de réduction des coûts pour augmenter leurs marges, maintenir les salaires bas ou maintenir uniquement des niveaux de dotation minimaux.⁸⁵ Dans certains pays, le paysage des services de garde et de soutien est dominé entièrement par les fournisseurs à but lucratif, ce qui limite les options pour les modèles de services qui accordent la priorité à la qualité de l'emploi et à la viabilité à long terme.

L'écart dans les services de garde et de soutien : Relever les défis de l'offre et de la demande

L'économie des services de garde et de soutien est soumise à des pressions croissantes, car la demande de services dépasse rapidement l'offre disponible. L'évolution des tendances démographiques, en particulier le vieillissement de la population, a entraîné une augmentation de la demande de services et donc de travailleurs rémunérés. Toutefois, le secteur est aux prises

encore maintenant avec un manque de personnel persistant, un recrutement limité et un taux de roulement élevé, ce qui empêche le secteur de répondre aux besoins croissants.⁸⁶

Pour compenser les pénuries persistantes de main-d'œuvre, l'économie des services de garde et de soutien dépend de plus en plus de la main-d'œuvre immigrante pour remplir des rôles essentiels dans les services de garde d'enfants et les services aux aînés.⁸⁷ Bien que les immigrants jouent un rôle essentiel dans les rôles d'aidant, ils font souvent face à des obstacles systémiques, notamment la déqualification, la non-reconnaissance des titres de compétences étrangers, le statut d'immigrant temporaire ou précaire et les protections juridiques limitées.⁸⁸ Le recoupement des lois sur l'immigration et des lois sur l'emploi a contribué à officialiser les emplois précaires et à faible statut dans le secteur des services de garde et de soutien.⁸⁹ Ces cadres juridiques lient souvent le statut d'immigration à des employeurs ou à des types d'emplois particuliers, ce qui rend les travailleurs vulnérables à l'exploitation et leur offre peu de recours lorsqu'ils font face à de mauvais traitements ou à des conditions dangereuses. Dans certains cas, la menace de l'application de la loi en matière d'immigration est utilisée pour les contraindre à acquiescer. Plutôt que d'offrir des voies d'accès à des rôles stables et bien rémunérés, les régimes réglementaires actuels poussent souvent les travailleurs immigrants en services de garde et de soutien vers les segments les plus vulnérables du marché du travail. Ces conditions les exposent à des risques accrus d'exploitation et de segmentation du marché du travail, reléguant plusieurs d'entre eux à des postes instables et peu rémunérés malgré leurs compétences et leur expérience. Dans de nombreux cas, les aidants migrants entrent sur le marché du travail des services de garde et de soutien par nécessité plutôt que par choix, cherchant un revenu tout en poursuivant des études ou en occupant des emplois temporaires avant de retourner à leur profession d'origine. Le travail lié aux services de garde et de soutien devient ainsi une forme de travail de transition, davantage valorisé pour sa disponibilité que pour ses perspectives de carrière.⁹⁰

Les normes sexospécifiques et les attentes professionnelles façonnent également l'offre de main-d'œuvre dans ce secteur. À l'échelle mondiale, les femmes représentent les deux tiers de la main-d'œuvre rémunérée en services de garde et de soutien.⁹¹ Malgré la croissance dans le secteur des services de garde et de soutien, les hommes continuent de se priver de ces emplois en raison des normes sexospécifiques profondément ancrées, du manque de représentation masculine dans le domaine et des perceptions sociétales du travail lié aux services de garde et de soutien en tant que « travail réservé aux femmes ». ⁹² Les bas salaires contribuent également au manque d'attrait du secteur pour les hommes. Bien que le discours récent ait encouragé l'entrée des hommes dans le secteur, tout progrès significatif nécessiterait des changements systémiques dans les pratiques de recrutement, la culture en milieu de travail et les structures salariales.

Comment les travailleurs en services de garde et de soutien composent avec la précarité et militent pour le changement

Les travailleurs en services de garde et de soutien ont adopté une gamme de stratégies pour faire face aux mauvaises conditions de travail et faire entendre leur voix. Si certains quittent le secteur entièrement à la recherche d'un emploi plus stable, d'autres s'y maintiennent et préconisent l'amélioration des salaires, des avantages sociaux et des normes en milieu de travail. Dans certains cas, les travailleurs créent des alliances avec les bénéficiaires et leur famille pour soulever des préoccupations ou négocier collectivement pour de meilleures conditions. Ces mesures reflètent à la fois les contraintes auxquelles font face les travailleurs et leur capacité d'agir dans un secteur difficile et souvent sous-évalué.

Bien que certains travailleurs fassent entendre leur voix en signalant les problèmes et en préconisant l'amélioration des conditions, de telles actions comportent un risque considérable, surtout dans les environnements où la sécurité d'emploi est fragile et les protections sont faibles. La crainte de représailles, de perdre son emploi ou d'être qualifié de difficile dissuade souvent les travailleurs de s'exprimer.⁹³ Par conséquent, de nombreux travailleurs en services de garde et de soutien ont recours à un silence stratégique, choisissant de ne pas exprimer leurs préoccupations comme forme d'autopréservation. Ce silence n'est pas passif, mais reflète plutôt une réponse calculée aux contraintes structurelles, aux asymétries de pouvoir et à la futilité perçue de s'exprimer à ce sujet. Les travailleurs immigrants et racisés en services de garde et de soutien sont particulièrement susceptibles de garder le silence en raison des déséquilibres de pouvoir et de la difficulté supplémentaire découlant du statut temporaire au pays.⁹⁴

Les données probantes montrent que la voix des aidants immigrants est structurellement brimée.⁹⁵ Pour de nombreux aidants, le statut d'immigrant est lié à un seul employeur, ce qui assure la dépendance des travailleurs à l'égard de ces employeurs à la fois pour le revenu et pour le droit de rester au pays.⁹⁶ Cette dépendance crée un déséquilibre de pouvoir qui dissuade les travailleurs de dénoncer les abus, de négocier de meilleures conditions ou de s'organiser collectivement. Dans bien des cas, les travailleurs ne sont pas convaincus que leurs préoccupations seront entendues, reconnues ou prises en compte, particulièrement dans les systèmes qui dévalorisent régulièrement les connaissances de première ligne ou découragent la rétroaction ascendante.⁹⁷

Une autre stratégie de survie consiste à établir des relations avec les bénéficiaires et leur famille. Ces liens servent souvent de tampons émotionnels et constituent des sources de protection informelle contre les mauvais traitements ou la perte d'emploi. Dans certains cas, la confiance et la loyauté des clients peuvent fournir un certain degré de protection contre des conditions de travail instables ou injustes, surtout lorsqu'aucun système de soutien formel n'est disponible.⁹⁸ Par ailleurs, cette dépendance relationnelle peut également renforcer les attentes en matière de travail non rémunéré et de disponibilité émotionnelle, ce qui complexifie le rôle du préposé.

5. Assurer l'équité dans l'accès aux services de garde et de soutien : Rejoindre les groupes marginalisés

Les recherches suggèrent que les politiques généralistes sur les services de garde et de soutien ne sont pas efficaces pour réduire les préjugés dans l'accès aux services. En particulier, les communautés marginalisées de diverses façons, comme les populations racisées et à faible revenu, peuvent encore maintenant faire face à des obstacles à l'accès aux programmes de services de garde et de soutien même si ces programmes sont censés être universellement disponibles. Les obstacles peuvent découler d'iniquités institutionnalisées et de programmes et politiques qui ne tiennent pas compte de la possibilité qu'ils puissent toucher différents groupes différemment. Le manque d'attention à ces obstacles peut faire en sorte que des groupes plus privilégiés accèdent aux services de garde et de soutien, tandis que ceux qui en ont le plus besoin peuvent en être exclus, ce qui exacerbe la stratification sociale. Pour s'assurer que les personnes ayant les besoins les plus grands ont accès aux services de garde et de soutien dont elles ont besoin, les politiques doivent s'attaquer aux divers obstacles auxquels font face les communautés marginalisées qui recherchent des services. De plus, répondre aux besoins de ces populations mal desservies peut améliorer les services de garde et de soutien offerts à d'autres groupes. Par exemple, si les politiques sur les services de garde et de soutien sont conçues pour soutenir les ménages dirigés par des grands-parents, elles peuvent également aider ceux qui ont d'autres structures familiales diverses, comme les ménages dirigés par des parents célibataires ou des parents adoptifs.

Les bourses d'études sur les ménages noirs dirigés par une grand-mère aux États-Unis sont un exemple d'obstacles à l'accès aux services de garde et de soutien. Les ménages dirigés par une grand-mère sont de trois à sept fois plus susceptibles de vivre sous le niveau de pauvreté national comparativement à ceux dirigés par les deux grands-parents ou par un grand-père.⁹⁹ Néanmoins, ces ménages ont tendance à sous-utiliser les ressources gouvernementales comme l'aide en espèces et l'aide à la garde d'enfants. Les obstacles programmatiques – comme les critères d'admissibilité liés au revenu, les retards administratifs et la non-admissibilité des grands-parents à la tutelle légale – les empêchent

d'accéder à des services de garde subventionnés.¹⁰⁰ Les grands-parents peuvent aussi craindre de perdre la garde des enfants dont ils ont la garde, créant un autre obstacle à l'accès. Ces constatations donnent à penser que les politiques et programmes de services de garde et de soutien pourront mieux rejoindre les ménages noirs et à faible revenu s'ils tiennent compte de la prévalence des grands-parents et d'autres membres de la parenté dans ces ménages, modifient leurs critères d'admissibilité et renforcent la capacité d'aider les familles à faible revenu et racisées à accéder à des ressources officielles.¹⁰¹

L'accès inéquitable aux services de garde et de soutien est lié non seulement aux obstacles programmatiques, mais aussi aux systèmes et narratifs coloniaux. Au Canada, les communautés autochtones, y compris les enfants et les aînés, ont longtemps été négligées par les systèmes de garde et de soutien en raison du colonialisme historique et continu imposé par les colons, comme le système des pensionnats, le sous-financement chronique et les politiques paternalistes.^{102, 103} Par exemple, le principe de Jordan a été établi au Canada pour veiller à ce que les enfants des Premières Nations aient accès à des services financés par le gouvernement. Ce principe a vu le jour à la suite du décès à l'hôpital en 2005 de Jordan River Anderson, un enfant autochtone de cinq ans atteint d'un trouble musculaire rare, après que les gouvernements fédéral et provincial se sont renvoyé la responsabilité financière de ses traitements pendant plusieurs années.¹⁰⁴ Les parents autochtones peuvent, à juste titre, hésiter à inscrire leurs enfants à l'éducation de la petite enfance en institution en raison de l'histoire coloniale associée aux pensionnats. Les parents autochtones ont également indiqué qu'ils souhaitent que l'éducation de la petite enfance mette de l'avant l'identité de leurs enfants par la culture, la langue et les valeurs.¹⁰⁵

Pour éliminer ces obstacles aux services de garde et de soutien, les politiques et programmes doivent tenir compte de l'éthique, de la culture et des connaissances autochtones à la fois pour ce qui est des services de garde d'enfants et des services aux aînés. L'intégration de l'éthique anticoloniale des communautés autochtones peut également contribuer à transformer les politiques et les pratiques encadrant les services de garde et de soutien au profit de tous les groupes. Les services aux aînés non rémunérés, par exemple, sont perçus comme une « responsabilité relationnelle » dans les collectivités autochtones, et aussi comme une invitation aux générations futures de continuer à prendre soin les unes des autres, d'autant plus que par le passé, des Autochtones ont été retirés de force de leur famille. Par conséquent, les organisations et les milieux de travail dirigés par des Autochtones ont tendance à valoriser le rôle d'aidant,



notamment en permettant aux employés qui sont des aidants d'ânés non rémunérés d'équilibrer leurs responsabilités.¹⁰⁶ Cette souplesse et cette compréhension d'une responsabilité collective profiteraient à tous les aidants ainsi qu'aux ânés ou autres personnes à charge dont ils s'occupent.

Des recherches ont également suggéré que les enfants en situation de handicap font face à des obstacles à l'inclusion dans les services de garde.¹⁰⁷ Les obstacles découlent du manque de formation et d'éducation des fournisseurs de services de garde, du manque d'inclusion dans la conception des programmes, des ratios élèves-enseignants élevés et des délais insuffisants pour la planification. L'attention portée à l'amélioration de la formation et des conditions de travail chez les fournisseurs de services de garde profiterait à ces travailleurs tout en contribuant à améliorer l'inclusivité des communautés marginalisées avec lesquelles ils travaillent.¹⁰⁸

6. Tendances et défis futurs qui façonnent les services de garde et de soutien

À l'échelle mondiale, les systèmes de garde et de soutien sont également touchés par d'autres tendances, comme les migrations, la crise climatique et le développement de technologies comme l'intelligence artificielle. Les politiques en matière de services de garde et de soutien peuvent être renforcées en examinant et en intégrant de façon proactive ces tendances, plutôt qu'en y réagissant.

Migration, vieillissement des populations et lacunes dans les services de garde et de soutien

Les lacunes dans les services de garde et de soutien dans les pays à revenu élevé ont été comblées par les flux migratoires des pays à faible revenu, les aidants migrants délaissant leurs propres responsabilités en matière de garde et de soutien. En retour, cette migration crée des déficits dans les services de garde et de soutien dans les pays qui envoient des migrants.¹⁰⁹ Alors que l'ont constate maintenant un vieillissement de la population dans les pays à revenu élevé, les pays à revenu faible et intermédiaire en sont également témoins. Cette tendance indique qu'à l'avenir, les pays qui envoient des migrants continueront de faire face à des lacunes dans les services de garde et de soutien, en particulier pour les personnes âgées ayant besoin de services : l'Organisation mondiale de la santé prévoit un manque à gagner de 18 millions



de travailleurs de la santé (notamment des soignants dans les services aux ânés) d'ici 2030, principalement dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur.¹¹⁰ Les systèmes de soutien seront plus durables non seulement grâce aux investissements dans des services stables et de grande qualité pour les ânés, mais aussi grâce à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs du secteur afin d'y attirer plus de personnes.

Les services de garde et de soutien et la crise climatique

Les changements climatiques continueront d'exacerber le besoin de services de garde et de soutien, et leurs effets sont complexes. Le changement climatique est un enjeu d'équité, les populations marginalisées étant les premières confrontées à ses effets. Il a des effets directs sur la santé, tels que blessures, invalidité ou décès, notamment en raison de coups de chaleur, des incendies de forêt et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Le changement climatique a également des effets indirects sur la santé, tels que ceux causés par la sécheresse, l'augmentation de la prévalence des maladies d'origine alimentaire et d'origine hydrique et l'élévation du stress psychologique. Étant donné que les femmes travaillent de façon disproportionnée dans le domaine des services de garde et de soutien, le temps et les ressources qu'elles consacrent à ces rôles augmenteront en fonction de la demande croissante de services de garde et de soutien.¹¹¹

Il y aura également une augmentation de la migration des régions plus vulnérables au changement climatique vers les régions plus riches en ressources, ce qui contribuera aux lacunes croissantes dans les services de garde et de soutien dans les pays qui envoient des migrants. Les systèmes durables de garde et de soutien devront donc être résilients et en mesure de s'adapter à un climat instable, en prévoyant notamment des plans de préparation et de reprise après sinistre, la coordination entre les services de santé et les services de garde et de soutien, l'éducation des aidants, l'inclusion des populations vulnérables dans les décisions stratégiques et la

création et la diffusion de modèles de services novateurs.¹¹² Comme l'ont souligné les chercheurs, la lutte contre les changements climatiques « doit être comprise comme étant tout autant axée sur le soutien et la facilitation des relations de garde et de soutien que sur la recherche de solutions techniques ».¹¹³

Technologie et innovation dans les systèmes de garde et de soutien

Une autre tendance clé découle de l'évolution rapide de la technologie, qui affecte à la fois la main-d'œuvre soignante et la façon dont les bénéficiaires reçoivent les soins. On ne sait toujours pas quels effets la technologie a et aura sur les systèmes de garde et de soutien. Des recherches ont montré, par exemple, comment les plateformes numériques de recherche d'emploi sont maintenant utilisées pour jumeler les travailleurs en services de garde et de soutien avec des possibilités d'emploi, ce qui a rendu ces travailleurs plus visibles pour les clients. Toutefois, ces plateformes favorisent encore maintenant les emplois précaires et informels avec peu de protection pour les travailleurs. Elles encouragent également la surveillance des travailleurs par les clients, comme la consultation de leurs profils sur les médias sociaux.¹¹⁴

La technologie exerce aussi une influence sur la prestation des services de garde et de soutien, qu'il s'agisse de services à distance en ligne, de robots aidants ou de technologies d'assistance. En effet, des robots aidants sont actuellement utilisés dans les foyers de soins en hébergement dans des pays comme le Japon et la Finlande pour effectuer certaines tâches de routine dont les infirmières sont normalement responsables, et les réponses des travailleurs en services de soutien varient. On redoute la déshumanisation des traitements et la rupture des liens sociaux pour les personnes âgées.¹¹⁵ Certains travailleurs signalent également que les technologies d'assistance entravent leur travail plutôt que de le faciliter. Par ailleurs, de telles technologies peuvent aider à combler les lacunes en matière de dotation, en assistant des aidants qui peuvent être surchargés de travail.¹¹⁶ Ces développements suggèrent la nécessité d'approfondir la recherche sur la technologie dans les services de garde et de soutien, ainsi que sur les politiques qui tiennent compte des répercussions sur les aidants et les bénéficiaires. En particulier parce que les services de garde et de soutien sont un travail relationnel et émotionnel effectué par une main-d'œuvre à prédominance féminine, les répercussions de l'utilisation de la technologie sont différentes de celles des autres secteurs du marché du travail.



7. Politiques et pratiques : Bâtir des systèmes de garde et de soutien équitables et de grande qualité

La recherche présentée dans le présent rapport suggère plusieurs répercussions stratégiques pour les gouvernements et les employeurs de la création de systèmes de garde et de soutien plus équitables, de grande qualité et résilients. L'accent mis sur l'amélioration des systèmes de garde et de soutien améliorera les résultats tout autant pour les bénéficiaires que pour les aidants qui les soutiennent. Les politiques peuvent viser à faire en sorte que tous les citoyens aient accès à des services de garde et de soutien de grande qualité (en particulier ceux qui appartiennent à des communautés marginalisées), que les aidants travaillent dans des conditions équitables avec des salaires durables, et que les tendances futures liées à la migration, au vieillissement des populations, à la technologie et aux changements climatiques soient des considérations clés.



- Les investissements publics dans les systèmes de garde et de soutien, comme les systèmes de soins généralistes ou ciblés et les subventions, profitent aux familles, à l'économie et aux travailleurs du secteur, et font progresser l'égalité entre les sexes. Ces systèmes aident les aidants non rémunérés à partager leurs responsabilités, ce qui favorise la participation des femmes au marché du travail et améliore le bien-être des aidants et des bénéficiaires. Toutefois, pour assurer des services de grande qualité à tous les bénéficiaires qui en ont besoin, les décideurs peuvent se concentrer sur l'atténuation des problèmes qui peuvent découler des programmes de services de garde et de soutien financés par l'État. On viserait ainsi toute demande excessive, tout manque de places pour l'ensemble des citoyens qui en ont besoin et toute iniquité d'accès pour des groupes qui font face à la marginalisation.
- Les employeurs qui soutiennent les aidants en leur offrant des avantages sociaux peuvent constater des gains en matière de recrutement et de maintien en poste, de productivité et de satisfaction au travail, ainsi qu'une réduction des absences parmi les employés. Ces avantages sociaux peuvent comprendre des allocations pour soins, des services de garde et de soutien sur place ou à proximité, des congés parentaux payés et des programmes d'aide aux employés pour les aidants.¹¹⁷
- L'exclusion des services non rémunérés de la mesure des indicateurs économiques masque son importance pour l'emploi et le revenu des femmes, ainsi que pour le bien-être de la famille, surtout lorsqu'aucune option publique n'est disponible. Il est essentiel de prioriser la mesure des services non rémunérés de garde et de soutien pour assurer l'exactitude de la stratégie de conception des politiques économiques et sociales liées à la prestation des services et aux résultats sur le marché du travail.
- Accorder la priorité à la stabilité et au bien-être des travailleurs en services de garde et de soutien par l'amélioration de la qualité des emplois et des salaires se traduira par des systèmes de garde et de soutien de meilleure qualité, tant pour les bénéficiaires que pour les aidants, et contribuera à renforcer l'offre de travailleurs dans le secteur. De meilleures conditions de travail permettront également d'atténuer les inégalités entre les sexes et les races et de mieux soutenir les immigrants, puisque la plupart des travailleurs dans le secteur sont des femmes et des personnes racisées et que les immigrantes sont représentées de façon disproportionnée dans les emplois d'aidant. L'amélioration des conditions de travail dans le secteur pourrait aussi inciter davantage d'hommes à participer.
- Les solutions généralistes ne permettront pas de réduire efficacement les inégalités dans les systèmes de garde et de soutien. Les politiques publiques sur les services de garde et de soutien seront plus robustes et réduiront les préjugés dans l'accès à ces services en tenant compte des différentes expériences, cultures et histoires des familles marginalisées, comme les personnes à faible revenu, les Autochtones et les groupes racisés.
- Les politiques sur les services de garde et de soutien peuvent devenir plus résilientes aux tendances mondiales comme le vieillissement rapide des populations, ainsi qu'à la crise climatique et aux tendances migratoires qui en découlent, en se préparant de façon proactive plutôt qu'en réagissant après coup.

8.

Priorités de recherche pour l'avenir des services de garde et de soutien

Bien que la présente recherche portait sur de nombreux aspects de l'économie des services de garde et de soutien, allant des expériences des travailleurs à la valeur économique des services non rémunérés, de nombreuses questions demeurent. En faisant le point sur certaines des plus récentes recherches au cours de notre table ronde, nous avons cerné les futurs champs d'enquête qui pourraient améliorer les perspectives pertinentes pour les politiques et les pratiques.

Conditions de travail et conception du marché du travail

Les politiques en matière de main-d'œuvre et de migration peuvent faire en sorte que les travailleurs en services de garde et de soutien bénéficient de conditions de travail stables, sécuritaires et équitables, ce qui favorise l'expansion de la main-d'œuvre dans ce secteur.

- Comment les travailleurs en services de garde et de soutien naviguent-ils et surmontent-ils les conditions de travail précaires dans les systèmes de garde et de soutien? Qu'est-ce que cela nous apprend sur la possibilité pour les politiques sur les services de garde et de soutien d'améliorer ces conditions?
- Comment les structures de politiques et de financement peuvent-elles faire passer les emplois en services de garde et de soutien de postes précaires, à faible salaire et à taux de roulement élevé à des carrières stables et professionnelles?
- Quelles politiques du gouvernement et de l'employeur sont les plus efficaces pour encourager les hommes à participer davantage à la fois aux services rémunérés et aux services non rémunérés?
- Comment les régimes d'immigration (p. ex. visas temporaires liés aux employeurs) créent-ils une précarité structurelle au sein de la main-d'œuvre dans ce secteur? Quels autres modèles (parcours vers la résidence, reconnaissance des titres de compétences) protègent mieux les aidants migrants?

Expériences des bénéficiaires

L'exploration des expériences des bénéficiaires quant aux services de garde et de soutien qu'ils reçoivent et à la navigation dans les systèmes plus complexes peut contribuer à améliorer les politiques sur ces services.

- Quelles sont les expériences des enfants, des aînés, des personnes en situation de handicap et des autres bénéficiaires dans différents systèmes de garde et de soutien? Que suggèrent ces expériences sur la façon dont les politiques futures sur les services de garde et de soutien peuvent améliorer la qualité des services?
- Comment la paperasse, les règles d'admissibilité et les processus opaques façonnent-ils l'accès aux services de garde d'enfants et aux services aux aînés? Quelles politiques réduisent ces obstacles, surtout pour les familles à faible revenu, les familles autochtones et les familles immigrantes?
- Quelles politiques soutiennent le mieux les personnes qui s'occupent simultanément d'enfants et d'aînés? Comment les systèmes peuvent-ils être conçus de manière à fusionner les politiques de garde d'enfants et de services aux aînés, plutôt que de les gérer en silos?

Mesure, accès et inclusion

Approfondir notre compréhension de l'équité dans l'accès aux services de garde et de soutien est un élément clé d'un système de services de garde et de soutien plus durable et de grande qualité.

- Comment intégrer les perspectives et l'éthique anticoloniales dans les systèmes de garde et de soutien qui avaient été conçus dans des contextes coloniaux?
- Quels facteurs pourraient réduire les biais dans l'accès aux systèmes de garde et de soutien? Qui est absent des discussions sur la recherche et les politiques sur l'accès aux services de garde et de soutien?
- Comment les services non rémunérés peuvent-ils être systématiquement intégrés aux comptes nationaux (au-delà des enquêtes sur l'utilisation du temps)? Quelle incidence cela aurait-il sur l'élaboration des politiques économiques et l'analyse de l'égalité entre les sexes?

Tendances mondiales

Les tendances mondiales, comme la migration et l'évolution des technologies, continueront d'influer sur la prestation et la qualité des services de garde et de soutien.

- Comment les pays à revenu faible et moyen doivent-ils composer avec les lacunes dans les services de garde et de soutien découlant des flux de migrants vers les pays à revenu élevé? Quelles pratiques et politiques pourraient rendre ces systèmes de garde et de soutien plus résilients?
- Comment les nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle, sont-elles utilisées dans la prestation des services de garde et de soutien? Quels en sont les effets? Quelles pratiques et politiques pourraient faire en sorte que l'utilisation de ces technologies n'exacerbe pas les inégalités?

Préparation et résilience

Des systèmes de garde et de soutien résilients et durables sont nécessaires aujourd'hui et dans les crises futures, y compris celles causées par les changements climatiques ou les pandémies.

- Quels sont les effets du changement climatique sur les habitudes migratoires des soignants? Par exemple, quels sont les effets des changements climatiques sur les pays à faible revenu qui envoient souvent des aidants dans les pays à revenu élevé?
- Comment les systèmes de garde et de soutien peuvent-ils se préparer aux pandémies futures ou aux chocs climatiques, en s'appuyant sur les leçons tirées des échecs des soins de longue durée pendant la pandémie de COVID-19? Quels modèles existent pour des systèmes de garde et de soutien capables de résister aux catastrophes?

Pendant la pandémie de COVID-19, l'urgence d'assurer des systèmes de garde et de soutien de grande qualité, accessibles et durables est devenue évidente pour le public, les employeurs et les décideurs. Cinq ans plus tard, en raison du déficit mondial dans les services de garde et de soutien, du vieillissement rapide de la population, des perturbations liées au climat et des obstacles constants à l'accès, ce besoin est devenu encore plus urgent.

La recherche présentée à cette table ronde suggère que les systèmes de garde et de soutien devront être résilients à ces défis mondiaux, attentifs aux besoins et aux conditions des travailleurs dans ce secteur et axés sur les obstacles aux services auxquels font face les communautés les plus marginalisées, de manière à être efficaces et robustes. Ce faisant, les systèmes de garde et de soutien seront mieux placés pour s'assurer que tous ont accès aux soins dont ils ont besoin. Les services de garde et de soutien soutiennent à la fois l'économie et la société, et lorsqu'ils sont valorisés et priorisés, tout le monde en profite.

Annexe 1 :

Ordre du jour de la table ronde sur l'économie des services de garde et de soutien

Research Roundtable on the **Care Economy** Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care

April 29, 2025 | Rotman School of Management | Room 127, 105 St. George Street

9:00 – 9:30 am: Arrival and Check In

9:30 – 9:40 am: Introduction

9:40 am – 10:40 am: Session 1 – The Economics of Care

Moyo Sogaolu, Institute for Gender and the Economy (Economics):
Evolution of Childcare Expenditure in Canada

Susan Prentice, University of Manitoba (Sociology):
“Are We There Yet?” Assessing Progress on the Canada-Wide Early Learning and Child Care Agreements

Pilar Gonalons-Pons, University of Pennsylvania (Sociology):
Direct care work and economic penalties of care responsibilities

10:40 – 11:00 am: Break

11:00 – 12:20 pm: Session 2 – Migration and International Relations in Care Work

Carieta Thomas, Carleton University (Sociology and Anthropology):
(Imm)ployment: Undocumented Care Workers at the Intersection of Immigration and Employment Law

Brenda Yeoh, National University Singapore (Geography):
Migrant care labour in aging societies across Asia

Guida Man, York University (Sociology):
Transnational migration and the childcare and eldercare strategies of Chinese immigrant women in Canada

Ludovica Gambaro, Federal Institute for Population Research (BiB):
The role of early childhood education and childcare services in integrating refugee families in Germany

12:20 – 1:00 pm: Lunch

1:00 – 2:00 pm: Session 3 – Care Workforce

Samantha Burns, University of Toronto (Psychology):
Rebuilding the ECE Workforce: Strategies for keeping educators in the sector

Izumi Niki, University of Toronto (Sociology):
Critical analysis on ethnocultural long-term care: Examining the intersection of care, gender, and systemic challenges

Laura Lam, University of Toronto (Industrial Relations):
Voice Without Direction: Navigating the Blurred Boundaries of Advocacy in Homecare

2:00 – 2:20 pm: Break

2:20 – 3:20 pm: Session 4 – Equitable Care Policies

LaShawnDa Pittman, University of Washington (American Ethnic Studies):
Safety Net Experiences among Family Safety Nets: Social Welfare Policies and Kinship Caregivers

Eva Jewell, Toronto Metropolitan University (Sociology):
Indigenous experiences in Canada's 'care' structures

Maria Floro, American University (Economics):
Climate Change, Care Provisioning and Just Transition towards Sustainability

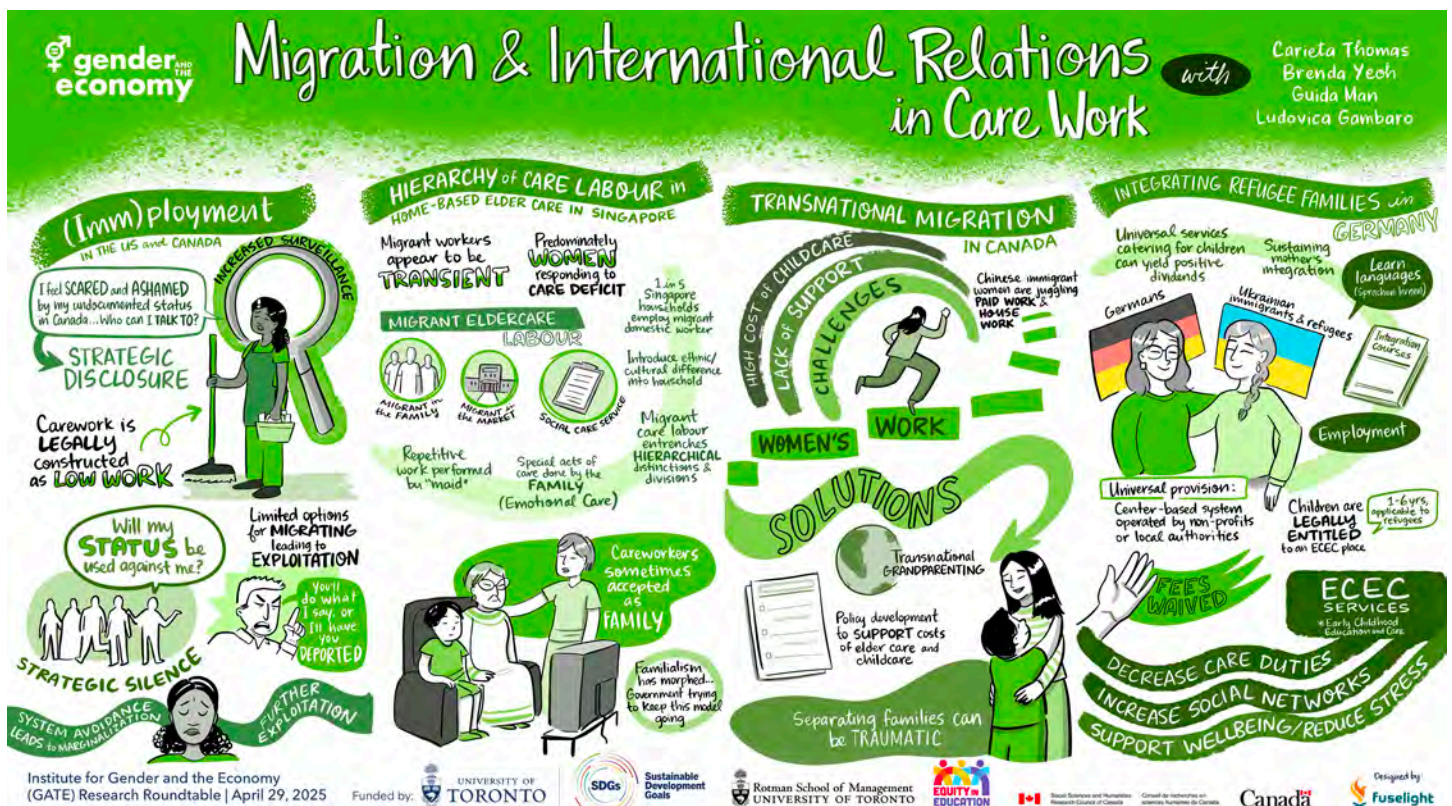
3:20 – 3:50 pm: Discussions

3:50 pm: Closing Remarks and Networking

Organizers: Samantha Burns, Elizabeth Dhuey, Sonia Kang, Sarah Kaplan, Lechin Lu, Michal Perlman, Carmina Ravanera, Moyo Sogaolu, and Linda White

Annexe 2 :

Enregistrements graphiques de la table ronde sur l'économie des services de garde et de soutien



Care Workforce

with Samantha Burns
Izumi Niki
Laura Lam

REBUILDING the ECE WORKFORCE

* Early Childhood Educator

Keeping EDUCATORS in the SECTOR



DECIDING FACTORS:

- ★ Benefits
- ★ Salary
- ★ Psychological safety
- ★ Relationships
- ★ Better work conditions

HIGH TURNOVER
over 30% since PANDEMIC
Impacts children's EXPERIENCES
Stress, low wages, poor relationships

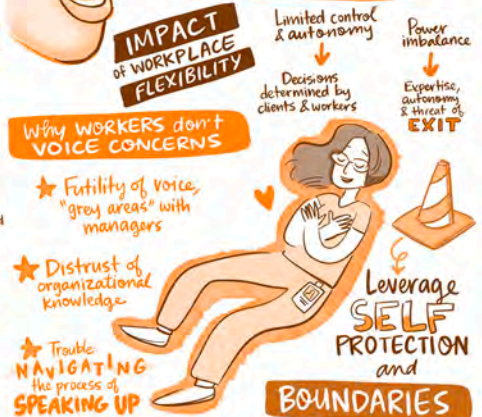
SUPPORT the INDIVIDUAL and THEIR NEEDS
Compensation & benefits are CRITICAL!

ETHNOCULTURAL LONG-TERM CARE



VOICE WITHOUT DIRECTION

EMPLOYEE VOICE!!



Institute for Gender and the Economy (GATE) Research Roundtable | April 29, 2025

Funded by: UNIVERSITY OF TORONTO



Rotman School of Management UNIVERSITY OF TORONTO



Canada

Canada

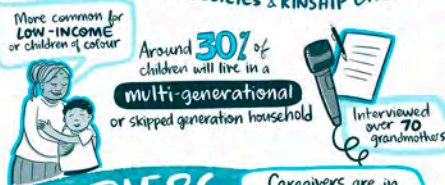
Designed by: fusetlight

Equitable Care Policies

with LaShawnDa Pittman
Eva Jewell
Maria Florio

SAFETY NET EXPERIENCES

SOCIAL WELFARE POLICIES & KINSHIP GIVERS



BARRIERS TO CASH ASSISTANCE

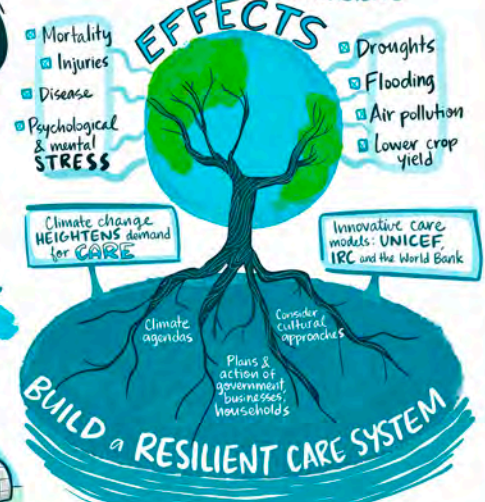
- ★ Childcare
- ★ Housing
- ★ Public assistance OUT OF REACH or INSUFFICIENT

POLICY & PROGRAMMATIC IMPLICATIONS

INDIGENOUS EXPERIENCES IN CANADA'S CARE STRUCTURES



CLIMATE CHANGE CARE PROVISIONING & SUSTAINABILITY



Institute for Gender and the Economy (GATE) Research Roundtable | April 29, 2025

Funded by: UNIVERSITY OF TORONTO



Rotman School of Management UNIVERSITY OF TORONTO



Canada

Canada

Designed by: fusetlight

Notes de fin

1. Susan Himmelweit and Ania Plomien, "Feminist perspectives on care: theory, practice and policy," in *The Sage Handbook of Feminist Theory*, ed. Mary Evans, Claire Hemmings, Marsha Henry, Hazel Johnstone, Sumi Madhok, Ania Plomien and Sadie Wearing (London: Sage, 2014).
2. ILO. What is the care economy? (2025), <https://www.ilo.org/topics-and-sectors/care-economy>
3. Nancy Folbre, *Measuring Care: Gender, Empowerment, and the Care Economy*, *Journal of Human Development* 7(2), 183-199 (2006).
4. Laura Addati et al., *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work* (International Labour Organization, 2018).
5. UK Women's Budget Group, *Investing in the Care Economy: Investing 2% of GDP in Care Industries Could Create 1.5 Million Jobs* (2016), <https://www.wbg.org.uk/publication/investing-2-of-gdp-in-care-industries-could-create-1-5-million-jobs/>.
6. Dana Wray et al., "Canada's Care Economy: A Conceptual Framework," *Statistics Canada Catalogue no. 89-652-X2023002*, no. 89 (2023).
7. Addati et al., *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*; Statistics Canada Government of Canada, "Estimating the Economic Value of Unpaid Household Work in Canada, 2015 to 2019," March 17, 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13-605-x/2022001/article/00001-eng.htm>.
8. Marianne Bertrand et al., "Gender Identity and Relative Income within Households*," *The Quarterly Journal of Economics* 130, no. 2 (2015): 571-614, <https://doi.org/10.1093/qje/qjv001>; Henrik Kleven et al., "Children and Gender Inequality: Evidence from Denmark," *American Economic Journal: Applied Economics* 11, no. 4 (2019): 181-209, <https://doi.org/10.1257/app.20180010>.
9. Canadian Medical Association (CMA), *Deloitte, Canada's Elder Care Crisis: Addressing the Double Demand* (Deloitte, 2021), <https://digitallibrary.cma.ca/link/digitallibrary53>.
10. Nancy Folbre, "Reforming Care," *Politics & Society* 36, no. 3 (2008): 373-87, <https://doi.org/10.1177/0032329208320567>.
11. Paula England et al., "Wages of Virtue: The Relative Pay of Care Work," *Social Problems* 49, no. 4 (2002): 455-73, <https://doi.org/10.1525/sp.2002.49.4.455>.
12. Addati et al., *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*; Tanima Ahmed et al., *Addressing Care to Accelerate Equality* (World Bank, Washington, DC, 2023), <https://doi.org/10.1596/40184>.
13. Uppal and Savage, "Child Care Workers in Canada."
14. Immigration Refugees and Citizenship Canada, "Immigration Matters in Early Learning and Child Care," June 27, 2025, <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/campaigns/immigration-matters/growing-canada-future/early-learning-child-care.html>.
15. Martin Turcotte and Katherine Savage, "The Contribution of Immigrants and Population Groups Designated as Visible Minorities to Nurse Aide, Orderly and Patient Service Associate Occupations," *Statistics Canada Catalogue no. 45280001* (2020); Sharanjit Uppal and Katherine Savage, "Child Care Workers in Canada," *Statistics Canada Catalogue no. 75-006-X* (2021).
16. Ito Peng, *Transnational Migration of Domestic and Care Workers in Asia Pacific* (ILO, n.d.).
17. Naomi Lightman, "Converging Economies of Care? Immigrant Women Workers across 17 Countries and Four Care Regimes," *Journal of Industrial Relations* 66, no. 1 (2024): 79-103, <https://doi.org/10.1177/00221856231221639>.
18. Guida Man, "Transnational Migration and the Childcare and Eldercare Strategies of Chinese Immigrant Women in Canada. [Conference Presentation]," paper presented at *Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care*, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
19. Lan Anh Hoang et al., "Transnational Migration, Changing Care Arrangements and Left-behind Children's Responses in South-East Asia," *Children's Geographies* 13, no. 3 (2015): 263-77, <https://doi.org/10.1080/14733285.2015.972653>.
20. UNI Global Union, *Fixing the care crisis: Stopping the staff exodus, building resilient care systems: A global survey of institutional health and care workers* (2025), <https://uniglobalunion.org/wp-content/uploads/FINAL-UNI-Care-2025-Report-Fixing-the-care-crisis.pdf>
21. Martin Turcotte and Katherine Savage, "The Contribution of Immigrants and Population Groups Designated as Visible Minorities to Nurse Aide, Orderly and Patient Service Associate Occupations," *Statistics Canada Catalogue no. 45280001* (2020); Sharanjit Uppal and Katherine Savage, "Child Care Workers in Canada," *Statistics Canada Catalogue no. 75-006-X* (2021).
22. Ahmed et al., *Addressing Care to Accelerate Equality*.
23. Dana Wray, "'Sandwiched' between Unpaid Care for Children and Care-Dependent Adults: A Gender-Based Study," *Statistics Canada Catalogue no. 89-652-X2024002*, no. 89 (2024).
24. Ipek Ilkcaracan, *A Guide to Public Investments in the Care Economy: Policy Support Tool for Estimating Care Deficits, Investment Costs, and Economic Returns* (ILO, UN Women, 2021), <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2021/04/policy-tool-care-economy>.
25. Elizabeth Dhuey, "Will the Increased Investment in Early Childhood Education and Care in Canada Pay off? It Depends!," *Canadian Public Policy* 50, no. S1 (2024): 103-26, <https://doi.org/10.3138/cpp.2023-061>.
26. James A. Gordon et al., "Who's Minding the Kids? Experimental Evidence on the Demand for Child Care Quality," *Economics of Education Review* 80 (February 2021): 102076, <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2020.102076>.
27. Gordon et al., "Who's Minding the Kids?"
28. George Akerlof, "The Market for 'Lemons': Quality Uncertainty and the Market Mechanism," *The Quarterly Journal of Economics* 84, no. 3 (1970): 488-500.
29. Premilla Nadasen, "Rethinking Care: Arlie Hochschild and the Global Care Chain," *The Feminist Press* 45 (2017), <https://doi.org/10.1353/WSQ.2017.0049>.
30. Addati et al., *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*.
31. Addati et al., *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*.
32. Linda A. White et al., *The Evidence Base for Early Childhood Education and Care Programme Investment: What We Know, What We Don't Know, Evidence & Policy*, November 1, 2015, <https://doi.org/10.1332/174426415X14210818992588>.
33. Michael J. Kottelenberg and Steven F. Lehrer, "Targeted or Universal Coverage? Assessing Heterogeneity in the Effects of Universal Child Care," *Journal of Labor Economics* 35, no. 3 (2017): 609-53, <https://doi.org/10.1086/690652>.

34. Rita Schmutz, "Is Universal Early Childhood Education and Care an Equalizer? A Systematic Review and Meta-Analysis of Evidence," *Research in Social Stratification and Mobility* 89 (February 2024): 100859, <https://doi.org/10.1016/j.rssm.2023.100859>.
35. Alison L. Booth and Jan C. van Ours, "Part-Time Jobs: What Women Want?," *Journal of Population Economics* 26, no. 1 (2013): 263-83, <https://doi.org/10.1007/s00148-012-0417-9>.
36. Kleven et al., "Children and Gender Inequality."
37. Marie Connolly et al., "Child Penalties in Canada," *Canadian Public Policy*, October 17, 2023, e2023015, <https://doi.org/10.3138/cpp.2023-015>.
38. Taryn W. Morrissey, "Child Care and Parent Labor Force Participation: A Review of the Research Literature," *Review of Economics of the Household* 15, no. 1 (2017): 1-24, <https://doi.org/10.1007/s11150-016-9331-3>.
39. Michael Baker et al., "Universal Child Care, Maternal Labor Supply, and Family Well-Being," *Journal of Political Economy* 116, no. 4 (2008): 709-45, <https://doi.org/10.1086/591908>; Michael Baker et al., "The Long-Run Impacts of a Universal Child Care Program," *American Economic Journal: Economic Policy* 11, no. 3 (2019): 1-26, <https://doi.org/10.1257/pol.20170603>; Audrey Boussein, "Access to Universal Childcare and Its Effect on Maternal Employment," *Review of Economics of the Household* 20, no. 2 (2022): 497-532, <https://doi.org/10.1007/s11150-021-09572-9>.
40. OECD, "Education at a Glance 2021: OECD Indicators," OECD Publishing, Paris, ahead of print, September 16, 2021, <https://doi.org/10.1787/b35a14e5-en>.
41. Employment and Social Development Canada, "Toward \$10-a-Day: An Early Learning and Child Care Backgrounder," backgrounders, March 6, 2025, <https://www.canada.ca/en/employment-social-development/news/2025/03/toward-10-a-day-an-early-learning-and-child-care-backgrounder.html>.
42. Elena Simintzi et al., "The Effect of Childcare Access on Women's Careers and Firm Performance," Working Paper 33835, Working Paper Series (National Bureau of Economic Research, May 2025), <https://doi.org/10.3386/w33835>.
43. Ludovica Gambaro, "The Role of Early Childhood Education and Care Services in Integrating Refugee Families in Germany. [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025; Ludovica Gambaro et al., "The Effect of Early Childhood Education and Care Services on the Integration of Refugee Families," *Labour Economics* 72 (October 2021): 102053, <https://doi.org/10.1016/j.labeco.2021.102053>.
44. Tatiana Eremenko and Anne Unterreiner, "Access to Formal Childcare among Families of Newly Arrived Migrants from Non-EU Countries in France," *Genus* 79, no. 1 (2023): 26, <https://doi.org/10.1186/s41118-023-00205-w>.
45. Nicole Maestas et al., "Caregiving and Labor Supply: New Evidence from Administrative Data," *Journal of Labor Economics* 42, no. S1 (2024): S183-218, <https://doi.org/10.1086/728810>; Hanna Vangen, "The Impact of Informal Caregiving on Labour Supply Before and After a Parent's Death," *Journal of Population Aging* 14, no. 2 (2021): 201-28, <https://doi.org/10.1007/s12062-020-09279-2>.
46. Tanima Ahmed and Maria S. Floro, "Unpaid Care to Older Persons and Tradeoffs in Time Use: The Experience of Working-Age Women and Men in the US," *Journal of Family and Economic Issues* 45, no. 1 (2024): 71-87, <https://doi.org/10.1007/s10834-023-09890-3>.
47. Ahmed et al., Addressing Care to Accelerate Equality.
48. Shinya Sugawara and Jiro Nakamura, "Can Formal Elderly Care Stimulate Female Labor Supply? The Japanese Experience," *Journal of the Japanese and International Economies* 34 (December 2014): 98-115, <https://doi.org/10.1016/j.jjie.2014.05.006>.
49. Johannes Geyer and Thorben Korfhage, "Labor Supply Effects of Long-Term Care Reform in Germany," *Health Economics* 27, no. 9 (2018): 1328-39, <https://doi.org/10.1002/hec.3663>.
50. Ahmed et al., Addressing Care to Accelerate Equality.
51. Chris M. Herbst and Erdal Tekin, "Child Care Subsidies, Maternal Health, and Child-Parent Interactions: Evidence from Three Nationally Representative Datasets," *Health Economics* 23, no. 8 (2014): 894-916, <https://doi.org/10.1002/hec.2964>; Sophia Schmitz, "The Impact of Publicly Funded Childcare on Parental Well-Being: Evidence from Cut-Off Rules," *European Journal of Population* 36, no. 2 (2020): 171-96, <https://doi.org/10.1007/s10680-019-09526-z>.
52. Abel Brodeur and Marie Connolly, "Do Higher Child Care Subsidies Improve Parental Well-Being? Evidence from Quebec's Family Policies," *Journal of Economic Behavior & Organization* 93 (September 2013): 1-16, <https://doi.org/10.1016/j.jebo.2013.07.001>.
53. Addati et al., Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work.
54. Janet Currie and Douglas Almond, "Human Capital Development before Age Five," in *Handbook of Labor Economics*, ed. David Card and Orley Ashenfelter, vol. 4 (Elsevier, 2011), [https://doi.org/10.1016/S0169-7218\(11\)02413-0](https://doi.org/10.1016/S0169-7218(11)02413-0); Jens Dietrichson et al., "Universal Preschool Programs and Long-Term Child Outcomes: A Systematic Review," *Journal of Economic Surveys* 34, no. 5 (2020): 1007-43, <https://doi.org/10.1111/joes.12382>; Tarjei Havnes and Magne Mogstad, "No Child Left Behind: Subsidized Child Care and Children's Long-Run Outcomes," *American Economic Journal: Economic Policy* 3, no. 2 (2011): 97-129, <https://doi.org/10.1257/pol.3.2.97>.
55. Chris M. Herbst, "Universal Child Care, Maternal Employment, and Children's Long-Run Outcomes: Evidence from the US Lanham Act of 1940," *Journal of Labor Economics* 35, no. 2 (2017): 519-64, <https://doi.org/10.1086/689478>; Schmutz, "Is Universal Early Childhood Education and Care an Equalizer?"
56. Thomas van Huizen and Janneke Plantenga, "Do Children Benefit from Universal Early Childhood Education and Care? A Meta-Analysis of Evidence from Natural Experiments," *Economics of Education Review* 66 (October 2018): 206-22, <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2018.08.001>.
57. Baker et al., "The Long-Run Impacts of a Universal Child Care Program."
58. Ahmed et al., Addressing Care to Accelerate Equality.
59. Yunfei Chen and Hong Zhao, "Long-Term Care Insurance, Mental Health of the Elderly and Its Spillovers," *Frontiers in Public Health* Volume 11-2023 (2023), <https://www.frontiersin.org/journals/public-health/articles/10.3389/fpubh.2023.982656>; Lianjie Wang, "The Impact of Long-Term Care Insurance Pilot on the Mental Health of Older Adults: Quasi-Experimental Evidence from China," *SSM - Population Health* 25 (March 2024): 101632, <https://doi.org/10.1016/j.ssmph.2024.101632>.
60. Adelina Comas-Herrera et al., Mortality Associated with COVID-19 Outbreaks in Care Homes: Early International Evidence, April 12, 2020, https://ltccovid.org/wp-content/uploads/2021/02/LTC_COVID_19_international_report_January-1-February-1-2.pdf.
61. Gooloo S. Wunderlich and Peter O. Kohler, "Improving Quality Through External Oversight," in *Improving the Quality of Long-Term Care* (National Academies Press (US), 2001), <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK224499/>.
62. Dhuey, "Will the Increased Investment in Early Childhood Education and Care in Canada Pay Off?"
63. James Heckman et al., "Understanding the Mechanisms through Which an Influential Early Childhood Program Boosted Adult Outcomes," *American Economic Review* 103, no. 6 (2013): 2052-86, <https://doi.org/10.1257/aer.103.6.2052>.

64. David Macdonald and David Macdonald Friendly Martha, *The Price Is Not Right (yet): \$10-a-Day Child Care Falling Short of Target* - CCPA (2025), <https://www.policyalternatives.ca/news-research/the-price-is-not-right-yet-10-a-day-child-care-falling-short-of-target/>, <https://www.policyalternatives.ca/news-research/the-price-is-not-right-yet-10-a-day-child-care-falling-short-of-target/>.
65. Carolyn J. Heinrich et al., "Consequences of Administrative Burden for Social Safety Nets That Support the Healthy Development of Children," *Journal of Policy Analysis and Management* 41, no. 1 (2022): 11-44, <https://doi.org/10.1002/pam.22324>.
66. Pamela Herd and Donald P Moynihan, *Administrative Burden: Policymaking by Other Means* (Russell Sage Foundation, 2018).
67. Wim Van Lancker, "The Matthew Effect in Early Childhood Education and Care: How Family Policies May Amplify Inequalities," in *The Oxford Handbook of Family Policy Over The Life Course*, ed. Mary Daly et al. (Oxford University Press, 2023), <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780197518151.013.36>.
68. Wim Van Lancker and Joris Ghysels, "Explaining Patterns of Inequality in Childcare Service Use across 31 Developed Economies: A Welfare State Perspective," *International Journal of Comparative Sociology* 57, no. 5 (2016): 310-37, <https://doi.org/10.1177/0020715216674252>.
69. Baker et al., "The Long-Run Impacts of a Universal Child Care Program"; Thomas Cornelissen et al., "Who Benefits from Universal Child Care? Estimating Marginal Returns to Early Child Care Attendance," *Journal of Political Economy* 126, no. 6 (2018): 2179-660, <https://doi.org/10.1086/699979>.
70. Susan Prentice, "Are We There yet? Assessing Progress on the Canada-Wide Early Learning and Child Care Agreements. [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
71. Marja Hult et al., "The Effects of Precarious Employment and Calling on the Psychosocial Health and Work Well-Being of Young and Older Workers in the Care Sector: A Longitudinal Study," *International Archives of Occupational and Environmental Health* 96, no. 10 (2023): 1383-92, <https://doi.org/10.1007/s00420-023-02017-z>.
72. Femke Cnossen, "Tasks, Wages and New Technologies," *Industrial Relations: A Journal of Economy and Society* 64, no. 3 (2025): 434-57, <https://doi.org/10.1111/irel.12380>; Alexandra Wicht et al., "Gendered Wage Returns to Changes in Non-Routine Job Tasks: Evidence from Germany," *Research in Social Stratification and Mobility* 93 (October 2024): 100963, <https://doi.org/10.1016/j.rssm.2024.100963>.
73. Asha Banerjee et al., *Setting Higher Wages for Child Care and Home Health Care Workers Is Long Overdue* (Economic Policy Institute, 2021).
74. ILO, *Migrant Workers in the Care Economy* (International Labour Organization, 2024), <https://www.ilo.org/publications/migrant-workers-care-economy>.
75. Flavio Cunha and Marcos Lee, "One Says Goodbye, Another Says Hello: Turnover and Compensation in the Early Care and Education Sector," Working Paper 31869, Working Paper Series (National Bureau of Economic Research, November 2023), <https://doi.org/10.3386/w31869>.
76. Laura K. Doan, "Early Childhood Teacher Education in Canada: Challenges and Opportunities," in *International Perspectives on Early Childhood Teacher Education in the 21st Century*, ed. Wendy Boyd and Susanne Garvis (Springer, 2021), https://doi.org/10.1007/978-981-16-5739-9_2.
77. Samantha Burns, "Rebuilding the ECE Workforce: Strategies for Keeping Educators in the Sector. [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025; Matthew Colton and Susan Roberts, "Factors That Contribute to High Turnover among Residential Child Care Staff," *Child & Family Social Work* 12, no. 2 (2007): 133-42, <https://doi.org/10.1111/j.1365-2206.2006.00451.x>.
78. Izumi Niki, "Critical Analysis on Ethnocultural Long-Term Care: Examining the Intersection of Care, Gender, and Systemic Challenges. [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
79. Paula England and Nancy Folbre, "The Cost of Caring," *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 561, no. 1 (1999): 39-51, <https://doi.org/10.1177/000271629956100103>.
80. Pilar Gonalons-Pons, "Medicaid Spending on Home- and Community-Based Services and the Economic Status of Home Care Workers [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025; Katherine E. M. Miller et al., "Increasing Expenditures on Home- and Community-Based Services: Do Home Care Workers Benefit?," *Health Services Research* 60, no. S2 (2025): e14399, <https://doi.org/10.1111/1475-6773.14399>.
81. Daphna Bassok et al., "New Evidence on Teacher Turnover in Early Childhood," *Educational Evaluation and Policy Analysis* 43, no. 1 (2021): 172-80, <https://doi.org/10.3102/0162373720985340>; Krista Ruffini, "Worker Earnings, Service Quality, and Firm Profitability: Evidence from Nursing Homes and Minimum Wage Reforms," SSRN Scholarly Paper 3830657 (Social Science Research Network, October 1, 2022), <https://doi.org/10.2139/ssrn.3830657>.
82. Gordon Cleveland and Michael Krashinsky, "The Nonprofit Advantage: Producing Quality in Thick and Thin Child Care Markets," *Journal of Policy Analysis and Management* 28, no. 3 (2009): 440-62, <https://doi.org/10.1002/pam.20440>.
83. Thomas Charters and Leanne Findlay, *Characteristics of Child Care Centres Serving Children Aged 0 to 5 Years in Canada, 2021 to 2022*, Economic and Social Reportys (Statistics Canada, 2023), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2023003/article/00001-eng.htm>; Gordon Cleveland and Michael Krashinsky, *The Quality Gap: A Study of Non-Profit and Commercial Child Care Centres in Canada* | Childcarecanada.Org (University of Toronto at Scarborough, Division of Management, 2004), <https://childcarecanada.org/documents/research-policy-practice/05/01/quality-gap-study-non-profit-and-commercial-child-care>.
84. ILO, *COVID-19 and Care Workers Providing Home or Institution-Based Care* (International Labour Organization, 2020), <https://www.ilo.org/resource/brief/covid-19-and-care-workers-providing-home-or-institution-based-care>.
85. ILO, *COVID-19 and Care Workers Providing Home or Institution-Based Care*.
86. Addati et al., *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*.
87. ILO, *Migrant Workers in the Care Economy*.
88. Nalinie Mooten, *Racism, Discrimination and Migrant Workers in Canada: Evidence from the Literature, R**2020* (IRCC, Policy Research, Research and Evaluation Branch, 2021); Karun Kishor Karki, "Living Through Deskilling: Experiences of Skilled, Racialized Immigrants," in *Employment and Deskilling: Experiences of Skilled, Racialized Immigrants in the Canadian Labour Market*, ed. Karun Kishor Karki (Springer Nature, 2025), https://doi.org/10.1007/978-981-96-9752-6_7.
89. Carieta Thomas, "(Imm) Workers: Undocumented Care Workers at the Intersection of Immigration and Employment Law. [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
90. Rupa Banerjee et al., "From 'Migrant' to 'Citizen': Labor Market Integration of Former Live-In Caregivers in Canada," *ILR Review* 71, no. 4 (2018): 908-36, <https://doi.org/10.1177/0019793918758301>.
91. Clare Coffey et al., *Time to Care: Unpaid and Underpaid Care Work and the Global Inequality Crisis* (Oxfam, 2020), <https://doi.org/10.21201/2020.5419>.
92. Addati et al., *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*.

93. Linn Van Dyne et al., "Conceptualizing Employee Silence and Employee Voice as Multidimensional Constructs," *Journal of Management Studies* 40, no. 6 (2003): 1359-92, <https://doi.org/10.1111/1467-6486.00384>; Laura Lam, "Voice Without Direction: Navigating the Blurred Boundaries of Advocacy in Homecare. [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
94. Alireza Behtoui et al., "Speaking up, Leaving or Keeping Silent: Racialized Employees in the Swedish Elderly Care Sector," *Work, Employment and Society* 31, no. 6 (2017): 954-71, <https://doi.org/10.1177/0950017016667042>.
95. Rupaleem Bhuyan et al., "Responding to the Structural Violence of Migrant Domestic Work: Insights from Participatory Action Research with Migrant Caregivers in Canada," *Journal of Family Violence* 33, no. 8 (2018): 613-27, <https://doi.org/10.1007/s10896-018-9988-x>.
96. Jill Hanley et al., "Does Canada 'Care' about Migrant Caregivers?: Implications under the Reformed Caregiver Program," *Canadian Ethnic Studies* 49, no. 2 (2017): 121-39.
97. Lam, "Voice Without Direction: Navigating the Blurred Boundaries of Advocacy in Homecare. [Conference Presentation]."
98. Brenda Yeoh, "Migrant Domestic Workers and Care Hierarchies in Singapore's Home-Based ElderCare. [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
99. LaShawnDa Pittman, *Grandmothering While Black* (Berkeley: University of California Press, 2023).
100. Pittman, *Grandmothering While Black*.
101. LaShawnDa Pittman, "Safety Net Experiences among Family Safety Nets: Social Welfare Policies and Kinship Caregivers," Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
102. Regine Halseth and Margo Greenwood, *Indigenous Early Childhood Development in Canada: Current state of knowledge and future directions* (National Collaborating Centre for Aboriginal Health, 2019).
103. Susan Burke, "Wisdom from the Elders: kinship care that honors traditional Indigenous ways," *AlterNative: An International Journal of Indigenous Peoples* 19, no. 3 (2023), <https://doi.org/10.1177/11771801231189842>
104. Eva Jewell, "Indigenous Experiences in Canada's 'Care' Structures," Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
105. Jan Hare and Jim Anderson, "Transitions to Early Childhood Education and Care for Indigenous Children and Families in Canada: Historical and Social Realities," *Australasian Journal of Early Childhood* 35, no. 2 (2010): 19-27, <https://doi.org/10.1177/183693911003500204>.
106. Eva Jewell et al., "Looking after Our Own Is What We Do": Urban Ontario Indigenous Perspectives on Juggling Paid Work and Unpaid Care Work for Adult Family Members," *Wellbeing, Space and Society* 3 (January 2022): 100102.
107. Sharon Hope Irwin and Donna S. Lero, *Inclusion Quality: Children with Disabilities in Early Learning and Child Care in Canada* (Special Link, 2020).
108. Jenna M. Weglarz-Ward et al., "Factors That Support and Hinder Including Infants with Disabilities in Child Care," *Early Childhood Education Journal* 47, no. 2 (2019): 163-73, <https://doi.org/10.1007/s10643-018-0900-3>.
109. Arlie Russell Hochschild, "Global Care Chains and Emotional Surplus Value" in *Justice, Politics, and the Family*, ed. Daniel Engster and Tamara Metz (Oxon: Routledge, 2014).
110. International Labour Organization, *Migrant Workers in the Care Economy*. (2024).
111. Maria S. Floro and Georgia Poyatzis, "Climate change, natural disasters and the spillover effects on unpaid care," in *Feminist Political Ecology and the Economics of Care: In Search of Economic Alternatives* (Routledge Studies in Ecological Economics, 2019).
112. Maria S. Floro, "Climate Change, Care Provisioning and Just Transition towards a Sustainable Economy. [Conference Presentation]," paper presented at Advancing the Care Economy: Policies and Practices for Equitable and High-Quality Care, Toronto, ON, Canada, April 29, 2025.
113. Nigel Clark and Giovanni Bettini, "'Floods' of Migrants, Flows of Care: Between Climate Displacement and Global Care Chains," *The Sociological Review* 65, no. 2 (2017), <https://doi.org/10.1177/0081176917711078>.
114. Julia Ticona and Alexandra Mateescu, "Trusted Strangers: Carework Platforms' Cultural Entrepreneurship in the on-Demand Economy - Julia Ticona, Alexandra Mateescu, 2018," *New Media & Society* 20, no. 11 (2018): 4384-404, <https://doi.org/10.1177/1461444818773727>.
115. Kirsi Coco et al., "Care Personnel's Attitudes and Fears Toward Care Robots in Elderly Care: A Comparison of Data from the Care Personnel in Finland and Japan," *Journal of Nursing Scholarship: An Official Publication of Sigma Theta Tau International Honor Society of Nursing* 50, no. 6 (2018): 634-44, <https://doi.org/10.1111/jnu.12435>; Jennifer A. Parks, "Lifting the Burden of Women's Care Work: Should Robots Replace the 'Human Touch'?", *Hypatia* 25, no. 1 (2010): 100-120, <https://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2009.01086.x>.
116. Maxine Saborowski and Ingrid Kollak, "'How Do You Care for Technology?' - Care Professionals' Experiences with Assistive Technology in Care of the Elderly," *Technological Forecasting and Social Change, Science, Technology and the "Grand Challenge" of Aging*, vol. 93 (April 2015): 133-40, <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2014.05.006>.
117. Kos, E., Clark, K., De Santis, N., and Joseph, T. (2024, March 26). *Childcare Benefits More Than Pay for Themselves at US Companies*. BCG. <https://www.bcg.com/publications/2024/childcare-benefits-pay-for-themselves-at-us-companies>

